

Week-end de la Pentecôte 21-22-23 mai : FETE LO - LCR

A Presles (dans la région parisienne) ^{Voir} pages centrales

Rouge

Mobiliser
pour désarmer
l'impérialisme

P 13

M 1578 N°1063 6F | Hebdomadaire de la Ligue communiste révolutionnaire (IVe Internationale) | du 13 au 19 mai 1983

Assez de voir la droite occuper la rue



**Contre la
provocation
fasciste**
**Contre
la campagne
de haine raciale**



MANIFESTATION

à Paris

Mercredi 18 mai

18 h

Métro Charonne



MANIFESTEZ LE 18 MAI !

TOUT le monde aujourd'hui s'interroge. Un nouveau Mai 68 à l'endroit ou à l'envers ? Certainement pas. Mais, par contre, une offensive de la droite ou de l'extrême droite ? Sans aucun doute. Depuis maintenant trois mois, les principales villes de France sont parcourues de manifestations de gens peu habitués à ce type d'initiatives. Patrons, gros et moyens, archevêques et évêques, petits nazillons. Tout ce beau monde, qui n'a pas digéré la victoire du 10 mai, descend dans la rue. Malgré leurs dénégations officielles, les revanchards du RPR et de l'UDF s'efforcent de récupérer les mobilisations étudiantes et d'orienter celles des petits commerçants contre les travailleurs. Les proclamations racistes se multiplient pendant que les groupuscules fascistes parodent dans les rues de Paris.

ET pendant ce temps, le gouvernement applique un plan d'austérité qui écœure et démobilise les travailleurs. Le mouvement ouvrier apparaît comme paralysé. Comment s'en sortir, comment lutter contre l'austérité, comment imposer une autre politique sans faire le jeu d'une droite

de plus en plus arrogante ? C'est la question que se posent aujourd'hui des milliers de travailleurs.

La réponse est double. Seule une vaste mobilisation unitaire de la classe ouvrière sera capable d'en finir avec les diktats du patronat auxquels cède le gouvernement. Mais en même temps, il apparaît évident que cette mobilisation passe aussi par une riposte massive à l'offensive de la droite et des apprentis Pinochet. Dans le climat actuel de désarroi, il importe avant tout que la classe ouvrière fasse entendre sa voix et montre sa force, qu'elle reprenne la rue, qu'elle passe à l'offensive, démontrant ainsi que la seule façon de faire le jeu de la droite, c'est de lui laisser passivement le champ libre.

Qu'on ne s'y trompe pas, les provocations fascistes et racistes sont tout d'abord et avant tout dirigées contre les travailleurs. Elles nécessitent une riposte immédiate.

DES le 6 mai, nous nous sommes adressés publiquement à toutes les organisations ouvrières pour qu'elles

reprennent la rue. Une réunion s'est finalement tenue à la Ligue des droits de l'homme, le 10 mai, avec tous les partis de gauche, mais rien de concret n'en est sorti. Une prochaine réunion se tiendra dans une semaine. Nous continuerons à multiplier nos efforts pour aboutir à la riposte la plus unitaire possible. Mais il n'est plus possible d'attendre et de tergiverser. C'est pourquoi, tout en regrettant de se retrouver seule, la LCR a décidé d'appeler à une manifestation mercredi 18 mai, premier jalon d'une contre-offensive que nous espérons élargie.

Nous nous adressons à tous les travailleurs, aux militants des partis de gauche et des syndicats : aujourd'hui, l'attentisme renforce la droite et nous paralyse. Indépendamment de nos divergences politiques, descendons ensemble dans la rue pour dire haut et fort que trop c'est trop, que nous n'accepterons pas les parades fascistes et les insultes contre nos frères immigrés. Montrons clairement que les espérances du 10 mai sont toujours vivantes, plus que jamais.

Alain Krivine

| NOUVELLES PROPOSITIONS D'ABONNEMENT A DOMICILE | | | | Nom : _____ |
|---|--------|---------|----------|--|
| | FRANCE | DOM-TOM | ETRANGER | Prénom : _____ |
| 1 - AVEC LA PRESSE DE LA LCR 52 Rouge + 11 Critique Communiste + les n° hors série de Critique Communiste | 400 F | 400 F | 450 F | Adresse : _____ |
| 2 - INFORMATION DES COLLECTIVITES 48 Rouge + 11 Critique Communiste | 350 F | | | Formule choisie : _____ |
| 3 - SIX MOIS D'EXPERIENCE DE L'HEBDO « ROUGE » 6 mois = 24 numéros | 150 F | | | Règlement à l'ordre de PEC 2 rue Richard Lenoir 93108 Montreuil Tél : 859 00 80 |
| 4 - CONNAITRE LE MENSUEL CRITIQUE COMMUNISTE 1 an = 11 numéros | 140 F | 140 F | 160 F | |

Rouge

• Edité par la société Presse/Édition/Communication (PEC)
• Imprimerie Rotographie, Montreuil. Tél : 859 00 31
• Directeur de la publication : Robert March
• Commission paritaire : 63922
• Rédaction-administration : 2, rue Richard-Lenoir 93108 Montreuil. Tél : 859 00 80 (lignes groupées)

La droite fait monter la tension

• C'est l'absence d'appel à mobiliser de la part du mouvement ouvrier qui laisse le champ libre à la réaction

CHIRAC, d'une phrase, a résumé la politique du RPR : « *Toutes les difficultés, dont le gouvernement porte l'entière responsabilité, entraînent aujourd'hui une agitation dangereuse pour l'équilibre social et politique de notre pays.* » Au moment où se multiplient les mobilisations antigouvernementales et où les groupes fascistes paraded dans la rue, Chirac tenait ces propos dans le cadre de la journée d'étude des délégués départementales de l'action féminine du RPR !

Il s'agit, pour lui, de récuser d'avance toute accusation visant à désigner le RPR comme étant le « chef d'orchestre » caché des actuelles manifestations et violences.

Le scénario Chirac

En effet, à l'heure actuelle, la bourgeoisie n'envisage pas de précipiter un affrontement de classe visant au renversement brutal de la majorité du 10 mai. Alors que l'affaiblissement et la division de la droite ne sont pas encore surmontés, la politique menée par le gouvernement sapes sans relâche la base sociale du régime : deux constatations qui se conjuguent pour inviter la bourgeoisie à faire preuve d'une relative patience, et préférer une tactique d'usure régulière à un choc frontal. D'autant que les municipales viennent de lui montrer que, autant la première est redoutablement efficace, autant la seconde risquerait de provoquer une riposte ouvrière massi-

ve. Dans ces conditions, pour la droite, l'objectif officiel reste de préparer une victoire électorale, qui, au vu des municipales, semble à portée de main, pour peu qu'aucune précipitation brouillonne ne vienne bousculer les perspectives ainsi tracées.

Donc, si Chirac veut être le principal artisan d'une telle victoire, et son premier bénéficiaire, il lui faut certes apparaître comme « l'homme fort » de la situation, mais aussi afficher une « modération » de bon aloi.

Ce à quoi il travaille en parlant des « *difficultés* » présentes et « *d'agitation dangereuse* ». Pas question pour lui d'apparaître comme tombant dans la démagogie, en récupérant publiquement les mouvements actuels et en flattant leurs excès. Chirac, à la différence de Labbé, s'est bien gardé de réclamer le départ de Mitterrand.

Peut-être, demain, si les conditions le permettent, « *au nom de l'ordre* », exigera-t-il la dissolution de l'Assemblée. Il travaille à créer ces conditions en construisant un réseau d'organisations, UNI, AOP... branchées sur ces mobilisations. Mais, aujourd'hui, il lui faut affirmer sa volonté de respecter le jeu normal des institutions et le calendrier électoral... Toujours au nom de l'ordre !

En même temps, en parlant « *d'agitation dangereuse* », Chirac fait d'une pierre deux coups. D'une part, il se dédouane par rapport à ces actions de rue dont il est un agent actif. D'autre part, il impute au gouvernement « *l'entière responsabilité* » de ce

qui est en train de se passer. C'est acculer un peu plus un gouvernement qui n'en peut mais, et, indirectement, assurer de sa compréhension, sinon de sa solidarité, les dangereux agitateurs qui battent le pavé.

Accordons à Chirac, s'il le veut, que ces diverses mobilisations ne répondent pas à un plan pleinement concerté et n'obéissent pas à un même état-major central qui siègerait à l'Hôtel de Ville de Paris. Il n'empêche que toutes convergent en fonction d'une cible commune qui est le gouvernement. Et que cela suffit pour qu'elles s'inscrivent dans une offensive globale visant à déstabiliser, puis renverser la majorité du 10 mai. Au profit final du RPR et de Chirac ! Ou de Barre !

Une offensive qui ne se réduit pas au discours politique de Chirac et à la tactique du RPR, mais qui a besoin d'un « climat social »...

Un climat de fermentation sociale

Ce climat, compte tenu de la situation, de l'ampleur de la victoire du 10 mai, ne peut être créé par les seuls discours et manœuvres parlementaires. Il y faut la mise en branle des diverses catégories socio-professionnelles susceptibles de fournir une base sociale à l'offensive de la bourgeoisie contre la classe ouvrière et ses organisations.

Tout ce que la société française compte d'exploiteurs, de privilégiés agrippés à leurs sinécures et de nostalgiques du fascisme ne saurait y suffire. On peut additionner les petits patrons, les professeurs de médecine et de droit, les gros propriétaires terriens et les groupes fascistes d'Assas, le compte n'y est pas.

La bourgeoisie le sait bien qui, au nom de la haine d'un gouvernement présenté comme étant celui des travailleurs, cherche à rameuter derrière ceux-là les gros bataillons de ceux qui, à des titres divers, sont menacés par la logique capitaliste et frappés par la crise. Et l'on voit se mettre en mouvement les petits paysans, les commerçants et artisans, voire des médecins, des étudiants... Tandis que la droite attise la peur et le racisme, désigne des coupables boucs émissaires et entretient le mécontentement antigouvernemental, les partis ouvriers se sont montrés incapables d'impulser une dynamique capable de polariser ces couches.

Pourtant, il n'est pas fatal que commerçants et artisans se regroupent derrière des organisations patronales pétainistes, que le monde paysan manifeste derrière les banderoles d'organisations au service des gros propriétaires, ni qu'une importante manifestation étudiante se retrouve derrière des groupes réactionnaires. Pour faire éclater ces blocs hétéroclites dont les contours se sont dessinés dans certaines des récentes manifestations, il faut que la classe ouvrière avance ses propres réponses, oppose aux solutions capi-



D'étranges manoeuvres sur le terrain...

CREER un climat de tension : tel est l'évident objectif des forces réactionnaires. Le scénario est fort bien ficelé. Premier temps, certains dirigeants de l'opposition fustigent l'« *incompétence* » du gouvernement et vont même jusqu'à demander son départ. Deuxième temps, la droite attise et cherche à récupérer tous les mécontentements sectoriels. Troisième temps, les groupes d'extrême droite entrent en action et font dégénérer les manifestations. Les leaders de la droite parlementaire peuvent alors se poser en « recours ».

Dans son offensive actuelle, la droite dispose de nombreux relais. Elle a renforcé ses réseaux parallèles. Dans les derniers affrontements de rue, on a pu voir agir côte à côte, les nazillons du PFN et les chiraquiens musclés de l'UNI. Et l'on sait désormais que les débordements ont été organisés avec le consentement, au moins tacite, de la « *coordination nationale* » des étudiants, dominée par les giscardiens du CELF.

On ne peut dans un tel contexte qu'être troublé par le comportement de certaines fractions de l'appareil policier. Résumons quelques faits.

Le 27 avril, lors de la première manifestation étudiante, les forces de l'ordre intervinrent place de la Madeleine, mais laissèrent le cortège accéder à la place de la Concorde. Ce qui eut pour effet de concentrer les heurts devant l'Assem-

blée nationale en une pâle et dérisoire répétition du 6 février 1934. Le même jour, la tension fut soudainement attisée par l'action brutale d'une compagnie d'intervention qui, en chargeant intempestivement, vint littéralement désorganiser le dispositif policier. Citons encore pour mémoire, les agissements le 5 mai, de gardiens en civil — se transformant successivement en provocateurs et en matraqueurs de manifestants isolés — qui portèrent la confusion à son comble et contribuèrent à la prolongation des affrontements jusqu'à une heure avancée de la nuit.

Hasards ? Bavures ? Voire. Depuis deux ans, les hommes de l'ancien régime sont demeurés aux mêmes postes. La Fédération autonome des syndicats de police (FASP) dénonça l'an dernier les tentatives de déstabilisation menées par le RPR au sein de l'appareil d'Etat. On sait en outre, que les syndicats de droite et d'extrême droite ont récemment renforcé leur influence dans plusieurs unités policières. L'un d'eux, la fédération professionnelle et indépendante de la police (FPIP) participait au défilé du SNPMI le 1^{er} Mai marquant sans ambiguïtés son engagement dans l'offensive de la réaction.

Le pouvoir aurait donc tort d'accorder une excessive confiance à son appareil de maintien de l'ordre pour contenir les assauts de ses adversaires. Une raison de plus pour ne compter que sur la mobilisation populaire.

C. P.

talistes un projet économique et social susceptible d'entraîner des couches sociales qui n'ont rien à perdre à un réel changement anticapitaliste. Et, face aux manifestations réactionnaires, affirme ses propres capacités de mobilisation.

Or, le gouvernement, en prétendant ménager les capitalistes et les privilégiés, en ne remettant pas en cause la logique capitaliste, affaiblit les capacités de lutte de la classe ouvrière, seules capables de polariser autour des travailleurs ces couches sociales. Tandis que la droite fait tout pour accroître l'aigreur de ces dernières, qui se trouvent ainsi livrées à ceux dont l'intention est de les utiliser comme une masse de manœuvre contre la majorité.

Refuser toute manifestation du fascisme et du racisme

Les manifestations de ces derniers jours constituent des préliminaires qui doivent être compris comme autant de signaux d'alarme. Il faut prendre au sérieux la rage anti-ouvrière qui émane de certaines de ces manifestations.

Il serait totalement irresponsable de prendre pour anodin le fait qu'un porte-parole des petits patrons utilise les médias pour préférer un propos raciste contre les travailleurs immigrés, directement emprunté aux slogans des fascistes d'Assas. Ou l'arrogance de militants fascistes qui n'hésitent pas, une nuit durant, à occuper les rues du quartier latin.

Ce sont là les premiers signes d'une offensive aux relents fascistes et racistes qui appellent, de la part du mouvement ouvrier dans son ensemble, une riposte vigoureuse et immédiate.

Toutes les organisations ouvrières et démocratiques se doivent de réagir à ces provocations anti-ouvrières et racistes par l'organisation d'une manifestation unitaire qui montre que ces actes et propos intolérables ne seront pas tolérés.

C'est ce que, pour sa part, la LCR a proposé dès le vendredi 6 mai. Sans apporter aucun soutien au gouvernement qui, par sa politique, est en partie responsable de ce qui est en train de se passer, il s'agit en effet d'opposer le front uni le plus large possible pour bloquer l'offensive animée par l'extrême droite, dont le sens est de développer le fascisme et le racisme.

Francis Sitel



COLERE PAYSANNE

Les raisins verts de la politique européenne

Le revenu agricole a progressé de 9,1 % en 1982. « Mais de quoi se plaignent donc les agriculteurs ? », se demanderont

certain. Les chiffres sont trompeurs, des disparités importantes se cachent derrière le + 9,1 % : le revenu des producteurs de cé-

réales augmente de 12 % en francs constants, celui des producteurs de fruits baisse de 13 %, les viticulteurs eux voient leurs revenus augmenter de 57 %, 71 % pour les producteurs de vins de qualité...

On pourrait aligner les différences à loisir... Elles expliquent pour partie les divisions politiques qui traversent les campagnes. Certains sont liés au mouvement ouvrier avec le MODEF (Mouvement de défense des exploitants familiaux), la CNSTP (Confédération nationale des syndicats de travailleurs paysans). D'autres sont directement liés à la droite et aux partis bourgeois. C'est le cas d'une bonne partie de la FNSEA (Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles), de sa direction même si certaines sections sont tenues par le PS ou le PCF.

Les élections aux chambres d'agriculture (voir *Rouge* du 4 janvier) ont d'ailleurs montré une progression des courants liés au mouvement ouvrier : le MODEF, la CNSTP, la FNSEA totalisant 30 % des voix.

Une contrainte qui rassemble...

Mais le mode de fixation des prix agricoles, dont dépend le revenu de l'agriculteur exploitant, est le même pour tous : 85 % de la production agricole française dépend des prix communautaires fixés chaque année. Le casse-tête des montants compensatoires* peut réunir alors dans la rue des paysans aux intérêts contradictoires.

La hausse des prix décidée en ECU au niveau européen sera cette année un peu inférieure à 4,5 % avec des variations de 2,3 % pour le lait, à 5,5 % pour la viande... La réduction, ou le maintien des

Les cloches de l'opposition sonnent le tocsin

CHIRAC déclare au *Monde* le 5 mai, dans une interview : « L'opposition ne doit ni attiser les conflits ni en sous-estimer le sens. L'opposition n'est pas à l'origine des mouvements actuels. Les sujets de mécontentement sont nombreux et profonds. Nous souhaitons l'apaisement des conflits, non leur aggravation... »

Labbé, président du groupe RPR à l'Assemblée nationale, explique à Antenne 2, le 6 mai : « Le président de la République devrait se retirer (...) la France est déçue, décomposée, divisée. Il y a beaucoup de gens qui pensent en France que le changement passe par le départ des hommes... »

Yvan Blot, président du Club de l'horloge, et membre du comité central du RPR, déclare au *Quotidien de Paris* du 4 mai : « Dans le combat politique, la position du juste milieu n'est pas la plus efficace. » Il faudra « enlever le pouvoir à ceux qui l'ont usurpé », annonçait pour sa part Jean Foyer (RPR), au forum du Club de l'horloge du 6 mai, à propos de « la justice »...

Alain Madelin s'était fait remarquer la veille, aux forums du même club, comme l'un des orateurs vedette, réclamant au passage la « dénationalisation de l'enseignement public »... Pardon, Madelin, il faut le préciser, est député UDF et membre du bureau politique du PR...

Alors ? Faut-il se fier à l'apparence des déclarations, y aurait-il des points de vue divergents au sein de l'opposition qui s'exprimeraient publiquement ?

Ce serait un comble, pour ceux qui ne cessent de critiquer la majorité lorsqu'elle étale ses divergences au grand jour !

Alors, répartition des rôles, dissimulation ?

Le PFN (groupuscule fasciste) explique bien, dans une conférence de presse au lendemain de la manifestation étudiante du vendredi 6 mai, dirigée par la droite et l'extrême droite, « qu'il est pour des manifestations calmes », dénonçant les leaders de l'opposition qui « mettent en cause la légitimité du pouvoir », pour affirmer qu'« il faut s'en tenir aux échéances électorales... » A qui se fier ?

Pierre Mauroy parlait à l'Assemblée d'un « complot de la droite... » Vraiment ?

Certes, Yvan Blot est (ou était, au moins jusqu'en 1975) dirigeant du GRECE (association regroupant les têtes de la « nouvelle droite »). Alain Madelin fut l'un des fondateurs du groupuscule fasciste « Occident », militant de la FEN (Fédération des étudiants nationalistes) aux côtés d'Alain de Benoist, (théoricien de la « nouvelle droite » interviewé dans le *Quotidien de Paris* du 3 mai !), que l'on retrouve aujourd'hui à la direction du *Figaro Magazine*... comme de la revue *Nouvelle Ecole* (proche, c'est le moins qu'on puisse dire, du GRECE)... en compagnie d'Yvan Blot et de Jean-Yves le Gallou, secrétaire général du « Club de l'horloge » et responsable du PR

Ce fameux Club de l'horloge regroupant parlementaires du RPR et de l'UDF auquel Pascal Gauthon, dirigeant du PFN, rend hommage dans la préface de son livre *La Révolution libérale*...

Certains conclueront sans doute : « Bref tous ces gens se connaissent et se côtoient dans les états-majors de l'opposition... » L'agitation des uns « ne peut que profiter aux autres »... Allez donc démontrer le contraire...

M. M.



montants compensatoires (MCM) est d'autant plus sensible lorsque le Franc vient d'être dévalué. La hausse des prix en francs dépendra autant du « démantèlement » ou pas des MCM que des augmentations de prix proprement dites décidées à Bruxelles... D'où la mise en avant de cette revendication en priorité aujourd'hui vis-à-vis du gouvernement, FNSEA en tête.

Et les agriculteurs, toutes conditions confondues, subissent ainsi les conséquences d'une politique capitaliste de construction du marché commun.

Les travailleurs de l'industrie connaissent les coupes claires de cette politique-là dans la sidérurgie ou la chimie... Quoi d'étonnant à ce que les petits et moyens agriculteurs soient les premiers visés et contraints de défendre leur simple niveau de vie, tandis que les gros exploitants défendent leurs propres intérêts pour accroître leurs profits...

Ajoutez à cela l'objectif du gouvernement de maintenir la hausse des prix à 8 % en 1983, et les deux phénomènes se conjuguent, aboutissant pour les agriculteurs à une hausse des produits nécessaires à leur production (importés en partie) supérieure à la hausse des prix de vente de leurs produits...

Le terrain est ouvert à la droite pour utiliser le mécontentement dans les campagnes, organiser l'agitation et tourner contre le gouvernement les agriculteurs qui subissent en premier lieu les conséquences de la politique européenne. Ne voulant pas remettre en cause le marché commun, le PS comme le PCF lui laissent les mains libres...

Et si l'on retrouve à Quimper Alexis Gourvennec, paysan, prési-

dent de la Brittany Ferries (compagnie de transport maritime) et du Crédit agricole du Finistère (le deuxième de France), à la tête d'un commando CDJA largement animé par l'extrême droite, qui totalise 200 millions de dégâts dans les rues de la ville... La droite en profite pour mener campagne sur « la France s'énerve ».

Le terrain de la politique européenne ne laisse d'autre choix au PS et au PCF que l'application des diktats des bourgeoisies européennes. Dans la restructuration de la sidérurgie, comme dans la politique agricole. Seule la rupture avec la politique élaborée à Bruxelles permettrait la mise en place par un gouvernement des partis ouvriers de mesures favorisant les agriculteurs les plus défavorisés, brisant la confusion entre des paysans aux conditions de vie différentes, renforçant le poids du syndicalisme paysan lié au mouvement ouvrier. Cela n'est pas aujourd'hui au programme du gouvernement. La droite en tire tout profit.

Michel Morel

* Les prix agricoles sont fixés uniformément dans la Communauté européenne en ECU (unité de compte européenne) et convertis ensuite dans la monnaie de chaque pays. Les fluctuations monétaires (dévaluation-réévaluation) impliquent pour un pays qui a dévalué (s'il ne veut pas augmenter ses prix agricoles d'un pourcentage équivalent à la dévaluation de sa monnaie) une compensation sous forme de taxes aux frontières. Ce sont les MCM qui maintiennent la parité des monnaies flottantes avec l'ECU, monnaie fictive. Aujourd'hui, par exemple, un produit agricole exporté de France vers l'Allemagne est taxé de 5 %, un produit exporté de l'Allemagne vers la France est par contre subventionné de 13 %. (voir « Rouge » du 6 mai.)

Brisons la division syndicale !

● L'offensive patronale se développe alors que l'austérité gouvernementale s'applique dans toute sa rigueur. Pendant ce temps, FO, CGT et CFDT organisent la division et la dispersion de la riposte

YVON Chotard, sous-chef du CNPF, dans *le Matin* du 11 mai, se répand en propos guerriers. Pas question, dit-il, de dépasser les 8 % gouvernementaux pour l'augmentation des salaires 1983. Il réclame l'extension du temps partiel, et « l'aménagement du temps de travail (...) afin de répondre à des commandes urgentes à l'exportation ». Il n'envisage une réduction du temps de travail qu'avec réduction de salaire et allongement du temps d'utilisation des équipements. Chotard, en verve et sûr de lui, indique : « Nous considérons les lois Auroux comme un défi à relever. » « De plus, nous avons aujourd'hui un cas de guerre avec le gouvernement à propos de la formation professionnelle. » Pour faire bonne mesure, l'Yvon en second (le premier c'est Yvon Gattaz) lâche, superbe : « Il ne saurait être question de laisser le monopole du progrès social dans l'entreprise aux seuls syndicats. » Voilà le grand patronat très offensif. Le plan Delors, ce n'est pas assez. Car le CNPF estime que les ponctions opérées par le gouvernement vont dans les poches de l'Etat, pas du patronat. Aussi exige-t-il plus de libertés, en matière de licenciements, de temps de travail utilisé à sa guise, de volume de la masse salariale.

Bref, il annonce ce que serait la silhouette d'une défaite globale des travailleurs.

Face à cela, que font les confédérations CGT, CFDT et FO ?

Les trois grandes confédérations raisonnent somme toute de la même manière. En l'occurrence

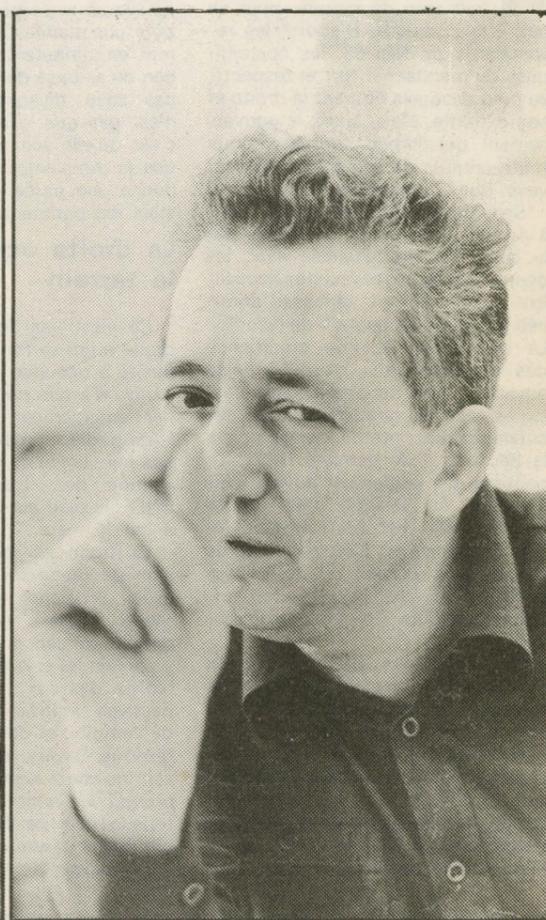
par exclusions. Il est exclu de déclencher un vaste mouvement social de travailleurs en grève pour leurs revendications. Il est exclu de réaliser l'unité. Il est exclu d'avancer la moindre perspective d'action, rassemblant l'ensemble des travailleurs. Exclues aussi toutes revendications sur l'emploi ou les salaires, qui indiqueraient l'objectif d'un mouvement à organiser pour qu'il obtienne satisfaction. Une fois ces bornes posées, le chemin est étroit pour elles. Car toutes trois connaissent en leur sein une poussée, d'adhérents et de cadres syndicaux, qui réclame une action nationale d'ensemble. Aussi doivent-elles y répondre sous peine de crise grave, tout en respectant les bornes qu'elles s'imposent. Alors commence une guerre de manœuvres et de mouvements, où chacune tente de récupérer le mécontentement, tout en évitant de mettre en péril le gouvernement.

Et cela donne ceci...

FO, seule, le 18 mai

FO appelle à une heure de grève en fin de journée, le 18 mai. Pour la région parisienne, elle organise un cortège de Richelieu-Drouot au ministère des Finances à 16 h 30, manière de ne pas avoir trop de monde !

L'essentiel n'est pas là : FO joue sur un thème, le refus du plan d'austérité. Parfait. Elle y ajoute des revendications générales correctes. Dans la pensée de Bergeron, il s'agit de « *discer-*



ner les limites qu'on ne peut franchir sans risque d'explosion sociale ». Une soupe sociale de sécurité, le 18 mai ? Pour Bergeron, c'est clair. Et l'ambiguïté de la dénonciation de l'austérité du gouvernement ne doit tromper personne. Car enfin : une heure en fin de journée, par principe sans la CGT, sans avoir proposé l'unité avec la CFDT, c'est ça la grande riposte au plan Delors que beaucoup attendent ? On peut en douter.

On ne peut choisir la journée d'action FO contre celle de la CFDT le 26, ou celles à répétition de la CGT, sans prendre parti dans la vaste opération de division de la riposte. Et c'est cela qui pèse dans les entreprises, la division syndicale est telle que la journée FO, plus claire que les autres sur l'austérité gouvernementale, ne sera pas l'outil dont s'empareront les travailleurs pour se mobiliser. Si telle avait été l'intention de la direction FO, elle n'aurait pas convoqué ses troupes à 16 h 30, le 18 mai. Si une prime à l'indépendance à l'égard du gouvernement, si une prime à la dénonciation de l'austérité existent bien, les relations de l'ensemble des travailleurs aux syndicats ne s'amélioreront que par la destruction d'un obstacle majeur à la mobilisation, l'unité syndicale, de la base au sommet, pour la grève contre l'austérité et pour les revendications.

La CFDT, le 26 mai, seule

Comme Bergeron, Maire connaît une demande interne qui exige une grève nationale, des manifestations de rue contre le plan Delors. La différence avec FO, ce sont ces syndicats CFDT qui, le

1^{er} Mai, ont défilé contre l'austérité gouvernementale. Ceux-là, peut-être majoritaires, veulent une riposte de rue le 26 mai, et un axe revendicatif clair face au plan Delors.

Le 26 mai, la direction fédérale se refuse à organiser des manifestations ; en région parisienne, elle se contente d'un rassemblement à la Bourse du Travail de Paris. Cela n'est pas étonnant. La CFDT a choisi, elle aussi, la division, laissant FO et CGT se débrouiller avec des problèmes qu'elle connaît bien. Contrairement à FO, l'affirmation de son originalité, ce n'est ni l'indépendance ni la dénonciation de l'austérité. Il s'agit d'avancer la revendication vedette, la création de fonds spéciaux, pour lesquels, volontairement, les travailleurs cotiseraient afin de pallier la grève des investissements patronaux, et le refus patronal de créer des emplois. Qui veut-elle mobiliser, au nom de cet objectif d'intégration des travailleurs dans la gestion de la crise à l'entreprise ?

La CGT joue-t-elle aux quatre coins ?

La confédération de Montreuil n'a pas, elle, sa journée nationale. Elle préfère à cela des quinzaines, des semaines d'explication et d'action. Du 1^{er} au 15 mai, l'équipement ; du 1^{er} au 16, la santé ; du 1^{er} au 15, les ports et docks ; dans les syndicats maritimes deux jours pour les marins du large et 3 jours pour ceux des ports ; du 2 au 10 mai, la SNCF, etc., etc., etc.

C'est ce que Krasucki appelle le syndicalisme banal, chacun dans son entreprise, sans sortir dans la rue, avec ses revendications propres.

Le mécontentement chez les travailleurs est grand. Ils refusent majoritairement le plan Delors. Face à la division, le sentiment de paralysie est fort. D'autant que la droite est dans la rue, et les directions nationales des syndicats agitent ce danger réel pour inciter leurs adhérents à la modération, dans la critique à l'égard du gouvernement et dans l'action. Tournant le dos à un choix impossible entre ces journées et semaines d'action diverses, les syndicalistes unitaires peuvent se déterminer autrement.

Comment dans ce puzzle se déterminer

Lors de chaque journée, FO, CFDT ou CGT, ils favorisent les assemblées générales du personnel. Partout, ils suscitent des travailleurs l'expression de leurs exigences : non au plan Delors, il faut reprendre la rue à la droite, il faut une grande journée unitaire interprofessionnelle. On ne peut balayer d'un revers de main ces journées, voire les boycotter. Aucune ne constitue le levier privilégié pour déclencher l'action.

Il est donc prévisible que, lors de ces journées, qui se dérouleront dans l'ignorance les unes des autres, les voix des syndicalistes unitaires s'élèvent pour exiger des confédérations l'organisation en commun de la riposte. Ce qui a été fait aux impôts à Paris, chez les communaux parisiens et dans beaucoup d'autres endroits peut parfaitement prendre de l'ampleur. Pour que la voix des travailleurs contre l'austérité et l'offensive du patronat ne soit pas dispersée par les grandes manœuvres des directions nationales des syndicats.

Jean Lantier



ETUDIANTS

Quelle lutte contre la réforme?

A droite, le mouvement des étudiants? L'affirmative arrangerait trop de monde, pour ne pas être suspecte. D'abord, les revanchards de Mai 68, les nostalgiques du mandarinat fort et respecté, au rang desquels figurent la droite et son extrême. Mais, aussi, le gouvernement qui entend convaincre que toute critique de son action ne peut venir que de sa droite.

Sans doute, le milieu étudiant a-t-il évolué. Longtemps soulevées par la solidarité internationale avec les peuples en lutte, les facultés accueillent aujourd'hui une jeunesse dominée par la préoccupation de l'emploi. La course au diplôme commence dès les inscriptions, closes à peine ouvertes faute de places dans certaines facs. Le contrôle continu des connaissances interdit de parier sur le bachotage de dernière heure. Le contenu des études est devenu plus exigeant et sélectif. Les études coûtent trop cher pour être inutilement prolongées. L'étudiant est de plus en plus souvent salarié. La disponibilité du milieu pour l'action et le débat collectifs s'en trouve amoindrie.

Les conditions d'études pèsent avec d'autant plus de poids sur les réactions des étudiants que la crise va en s'approfondissant. Mais la convergence d'intérêts de la jeunesse scolarisée et de la classe ouvrière, révélée par Mai 68, n'est nullement remise en cause par les manœuvres minoritaires de la droite. Le milieu étudiant n'a pas basculé vers elle.

Si la droite a eu l'initiative, elle n'a pas pour autant polarisé le milieu: qu'elle ait rassemblé 8 000 étudiants pour une manifestation nationale le 5 mai, en rameutant le ban et l'arrière-ban de sa base dans les facs, ne doit pas faire diversion. Le problème n'est pas que la droite se mobilise, c'est qu'elle soit seule à le faire, et que le mouvement ouvrier lui abandonne une partie du milieu, sincère mais inexpérimentée.

La droite occupe le terrain

Ce n'est pas de ses idées que la droite a tiré sa force, mais de sa capacité à occuper le terrain. Son vacarme n'a pas peu contribué à freiner l'engagement dans l'action d'une large partie du milieu soucieux de ne pas faire le jeu de la droite. Et l'intervention des directions des deux UNEF, le pied sur la pédale de frein, a fait le reste.

La droite elle-même n'a pas l'illusion de prendre l'hégémonie sur le milieu étudiant; elle espère seulement — mais c'est déjà trop — gagner en influence sur celui-ci. Et elle y parviendra si le mouvement ouvrier n'offre pas aux étudiants des perspectives mobilisatrices en défense de l'emploi, et de la qualification. La réforme Savary, dont *le Monde* disait qu'elle « ressemble à s'y méprendre » à la politique conduite antérieurement par Saunier-Séité, est à cet égard l'exemple à ne pas suivre. La droite a une politique pour

l'université: renforcement de la sélection, privatisation du financement, concurrence entre facultés. L'intérêt commun des travailleurs et de la jeunesse s'oppose point par point à ce programme.

Des intérêts opposés

Leur intérêt est de refuser les concours à l'entrée du deuxième cycle. La droite veut un concours dès l'entrée de la faculté.

Leur intérêt est de promouvoir une université de masse. La droite n'a que des critiques pour les « facs-parking ».

Leur intérêt est dans le maintien des diplômes nationaux. Alice Saunier-Séité (*le Figaro* du 5 mai) annonce: « La suppression des diplômes nationaux conduirait à une émulation entre les établissements, stimulante pour les enseignants, bénéfique pour les étudiants. »

Leur intérêt est de s'opposer à l'austérité. Pour Alice, « le budget de fonctionnement scientifique et pé-

dagogique devrait être entièrement couvert par les droits d'inscription des étudiants, fixés librement par chaque établissement ». Et de chiffrer leur montant au prix, minimum, d'une motocyclette...

Leur intérêt commande plus de démocratie dans l'enseignement supérieur. La droite veut un système à l'américaine, avec facs payantes, concurrentes et fortement hiérarchisées.

Combattre la droite, exiger du PS et du PC qu'ils fassent une autre politique à l'université, et réaliser l'unité des travailleurs et de la jeunesse étudiante, ce sont les trois volets d'une même politique, la seule qui puisse redonner l'espoir et relancer l'initiative de la grande masse des étudiants.

Nicolas Jeanson

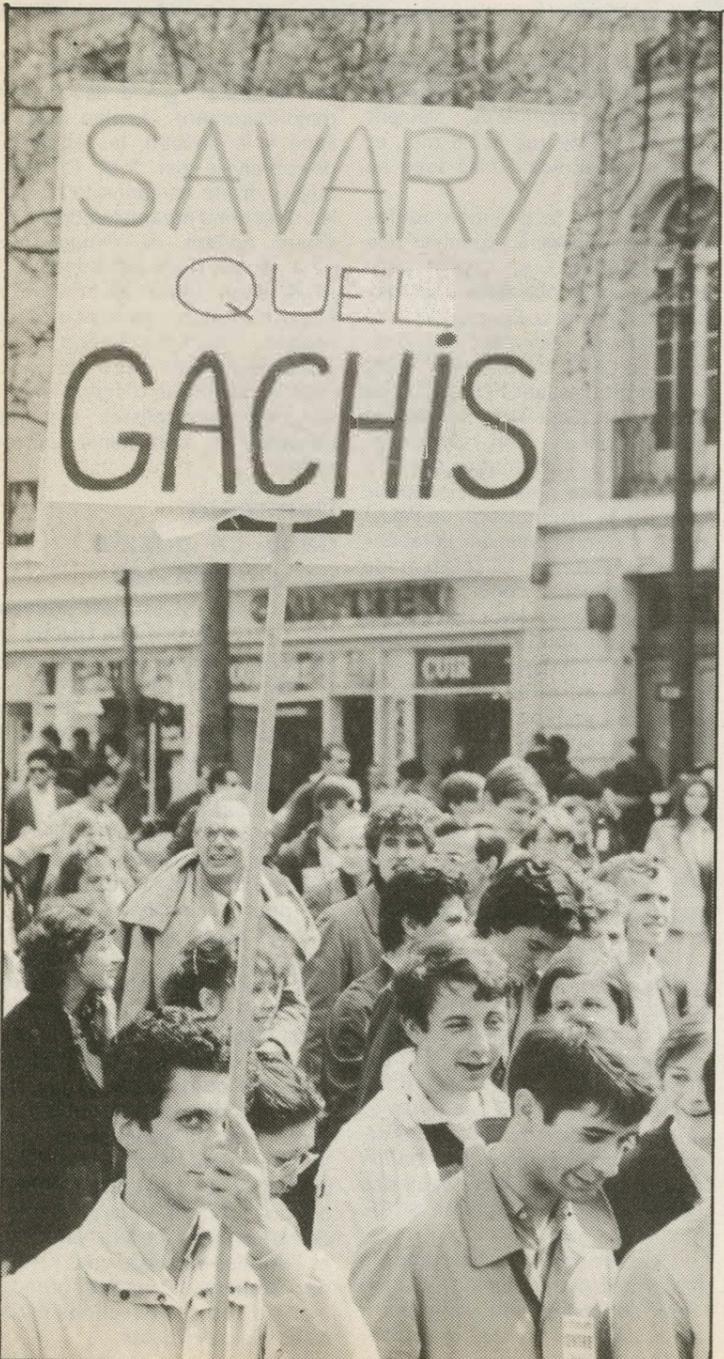
Le soutien des travailleurs

La classe ouvrière doit soutenir toutes les revendications antisélectives des étudiants parce qu'elle n'a aucun intérêt à ce qu'il y ait des obstacles supplémentaires à l'accès à l'enseignement supérieur. Celui-ci devrait se situer pour tout le monde dans la suite logique de l'enseignement primaire et secondaire sans barrages sélectifs d'aucune sorte.

L'entrée des patrons, c'est la re-

mise en cause de la relative indépendance des universités par rapport au procès de production capitaliste, c'est la formation laissée entre leurs mains en fonction de leurs intérêts.

Voilà deux bonnes raisons pour les travailleurs de soutenir le combat des étudiants contre la sélection et l'ingérence patronale. Celui-ci rejoint leurs revendications fondamentales.



UNEF-ID: une force tranquille

La très large mobilisation qui s'est développée ces dernières semaines a mis face à leurs responsabilités les organisations syndicales étudiantes. Qu'a donc fait l'UNEF-ID qui se veut le syndicat de tous les étudiants et de toutes les revendications?

Tout d'abord, il a fallu constater le refus de la majorité de ce syndicat de prendre une position claire sur le texte de loi. Prise dans la logique de la négociation à froid avec le gouvernement, elle a accepté le cadre fixé par le gouvernement. Toute son orientation a été de faire le tri dans le projet Savary, entre le bon et mauvais, et de proposer des amendements. Ainsi, depuis le mois de janvier, date à laquelle on connaît le texte élaboré par le ministère, la majorité de l'UNEF-ID s'est toujours opposée à formuler une critique globale, à y voir la continuité, l'aggravation parfois, de la loi d'orientation de 1968. Alors que Savary déclare lui-même se situer dans la continuité d'E. Faure et que les députés du PS et du PC sont descendus dans l'arène pour approfondir et détailler la lo-

gique du projet de loi, les militants du PCI de l'UNEF-ID refusent de se prononcer pour son retrait. A partir de là, sa place dans la mobilisation est de plus ambiguë. Sa majorité n'a rien à gagner d'une généralisation de la lutte qui élargit l'affrontement non seulement à la sélection mais aussi à l'ensemble des revendications, compromettant le cadre de la négociation mis en place depuis des mois sur le texte de loi.

Dans un premier temps, l'attitude de la direction de l'UNEF-ID n'a pas été de s'affronter à cette mobilisation. Pour mieux peser sur les points de la réforme qu'elle jugeait négatifs, il n'était pas inutile de montrer au gouvernement que les étudiants n'avaleraient pas sans broncher toutes les couleuvres. Mais la mobilisation dépassant les espérances de la direction de l'UNEF-ID, il lui fallait tenter de la contrôler, pour mieux la freiner. Son vice-président s'en est très clairement expliqué lors du collectif national du 23 d'avril: « L'UNEF est une force d'ordre à l'université. » Voulant chapeauter le mouvement étudiant, elle a tout fait

pour qu'il ne s'organise pas en AG, en grève et comité de grève. Elle a voulu imposer une manifestation UNEF-ID, le 28 avril, au moment où il fallait que le mouvement s'exprime sur ses propres bases. Dans de nombreux endroits, les étudiants ont refusé de défiler ce jour-là. Puis, on l'a vu proposer aux étudiants, le 4 mai, de ne manifester tous ensemble que trois semaines plus tard, le 25 mai, en pleine période d'examen... C'était clairement montrer son refus de construire la mobilisation. Dans un grand nombre d'universités, face à sa minorité qui organisait des AG massives, contre la sélection et la mainmise patronale, et tentait de centraliser un tel mouvement, la majorité de l'UNEF-ID faisait tout pour le torpiller, multipliait les provocations, parfois violentes comme à Censier, en agressant des étudiants.

Elle a pris une lourde responsabilité à laisser le terrain libre au gouvernement et à la droite. Sans aucune doute, elle a gagné ses insignes de gendarme à l'université. Il faudra s'en souvenir.

S. E.

Le sens du projet Savary

DEPUIS plus de quinze ans, la bourgeoisie a une volonté de reprise en main de l'université, afin de mieux l'adapter aux lois du marché capitaliste. Cela signifie à terme l'intégration de filières de l'enseignement supérieur aux besoins directs des entreprises.

De la réforme Fouchet en 1966, en passant par la loi Faure de 1968, aux différents projets mis en avant entre 1976 et 1980 par Saunier-Séité, c'est cette ligne directrice qui guide la politique universitaire des différents gouvernements avant le 10 mai 1981. Avec le développement de la crise économique à partir de 1974, cette volonté de mettre les filières supérieures sous la coupe patronale se combine avec une démarche de réduction drastique des coûts de formation, jugés trop onéreux en ces temps difficiles.

Austérité et intégration patronale dans les universités sont toujours accompagnées de la mise en place de barrages sélectifs, afin de mieux contrôler les flux d'étudiants. C'est ce qui se passe aujourd'hui avec la loi Savary.

► Selon Savary lui-même, le maître mot de la réforme, c'est la volonté de « concilier enseignement général et enseignement professionnel ». Cela se traduit par l'introduction dans toutes les filières d'enseignement actuelles d'éléments plus ou moins accentués de professionnalisation allant jusqu'à des stages pratiques « sur le terrain ».

Avec cette volonté de « former les jeunes aux réalités du monde du travail » est avancée la nécessité de lier les débouchés des filières du second cycle aux besoins du marché du travail en tenant compte de ses évolutions. Ces filières seraient donc accessibles aux étudiants ayant passé avec succès un concours d'entrée, en plus du DEUG (diplôme de fin de 1^{er} cycle), dont le nombre de places serait déterminé en fonction des travaux d'une « commission interministérielle de prospective et d'évaluation des formations supérieures ». Tel que le définit l'article 8 de la loi, cette commission, « en liaison avec les organismes chargés de la planification », serait chargée de donner « toutes informations sur le développement des qualifications et sur l'évolution des besoins dans les divers secteurs de l'activité nationale ». Il y a là l'organisation de concours dont les règles seraient fixées par les patrons en fonction de leurs besoins sur le marché du travail. Ceux-ci seront d'ailleurs directement présents dans l'université.

Examinons l'article 3 de la loi : « Les enseignements supérieurs sont organisés en liaison avec les milieux professionnels ; leurs représentants participent à la définition des programmes dans les instances compétentes ; les praticiens contribuent aux enseignements ; en outre, la liaison de l'enseignement et de la vie professionnelle est assurée par des stages dans les entreprises publiques ou privées ou dans l'administration et par l'organisa-

tion d'enseignements par alternance. »

Si la question de la professionnalisation et de la sélection est longuement commentée aujourd'hui, par contre l'ingérence patronale est ignorée ou passée sous la table.

► La mobilisation des étudiants se fait au départ contre la sélection. Cela est juste.

Mais, pour mettre en échec la cohérence de la réforme, le mouvement étudiant ne peut limiter sa critique à ce seul point de la réforme. Il est décisif de combattre aujourd'hui les deux autres aspects fondamentaux de cette réforme que sont la professionnalisation et l'ingérence patronale. Il est nécessaire de bien montrer leur imbrication étroite, donnant en cela toute sa cohérence à la réforme.

Quand les étudiants affirment « être intéressés » par la professionnalisation et même par les stages, ce n'est pas parce qu'ils souhaitent l'arrivée des patrons à l'université. Mais parce qu'ils croient qu'une for-

mation pratique leur permettra de mieux trouver un emploi.

En ces temps de crise, c'est là leur préoccupation fondamentale.

Les révolutionnaires ne sont pas contre toute formation pratique, à deux conditions : que cela ne se fasse pas au prix d'une dévalorisation de l'enseignement général et que celle-ci soit soustraite au contrôle patronal, c'est-à-dire qu'elle se fasse dans le cadre du service public de l'Education nationale. Et cela implique de poser le problème des moyens à l'université, de remettre en cause l'austérité.

Les étudiants n'ont rien de bon à attendre d'une telle réforme qui veut aller plus loin que la loi Faure dans l'intégration du système d'enseignement supérieur à la production capitaliste.

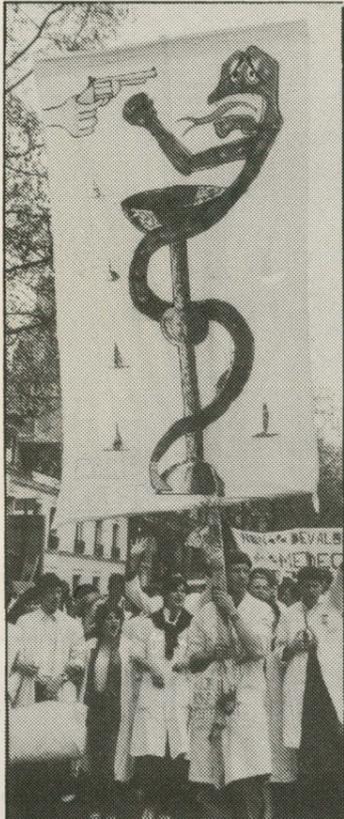
► Quelles que soient les manœuvres de la droite, celles-ci ne peuvent masquer les ressorts profonds du mécontentement étudiant : le refus de la sélection à tous les niveaux, le refus de l'ingérence patronale. Et cela, c'est l'opposé du programme de cette même droite pour les universités.

Saunier-Séité, dans une interview au *Figaro*, révélait crûment celui-ci : universités autonomes et concurrentielles par rapport à la demande du marché du travail, numerus clausus à l'entrée, financement privé généralisé, droits d'entrée de 5 000 francs, présence à tous les échelons de « personnalités extérieures qualifiées »... Bref, comme elle le dit elle-même, des « universités à l'américaine »...

Encore une fois, comme dans d'autres domaines, si la droite bouge, c'est qu'au-delà de sa possibilité d'utiliser le mécontentement étudiant, elle estime que la réforme Savary ne répond pas suffisamment à ses objectifs. Sa pression vise à amener le gouvernement à faire de nouvelles concessions aux patrons. Il est certain que lors de la discussion de la loi, le Sénat ira en ce sens.

L'enjeu est important pour les étudiants et les travailleurs.

L. G.



Professionnalisation

Maître mot de la réforme Savary, la professionnalisation, c'est :

— Pour la bourgeoisie, la nécessité, à partir de filières universitaires courtes, de former rapidement une main-d'œuvre capable de mettre en œuvre les technologies diverses qui évoluent sous la pression de la concurrence capitaliste.

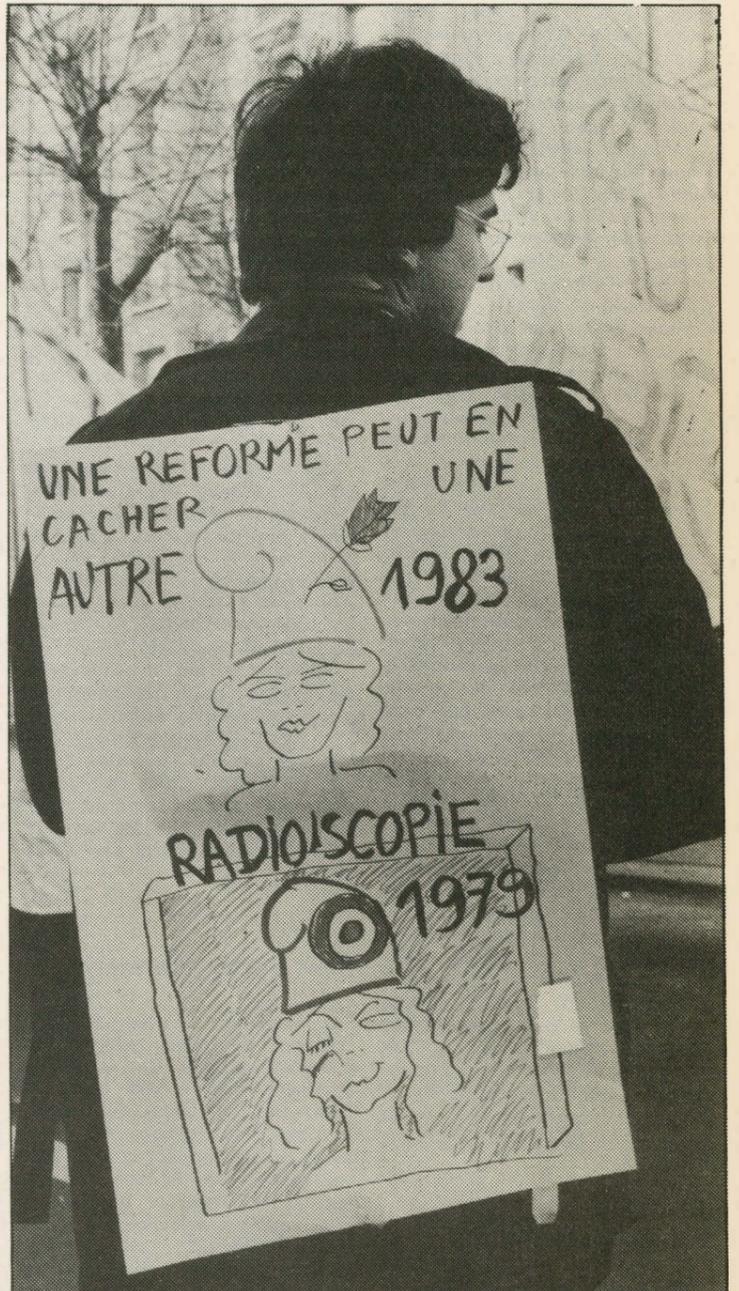
— Pour les jeunes, une formation qui substitue à un véritable savoir un savoir-faire ; une véritable qualification à un apprentissage « supérieur » éduquant à être des agents zélés et disciplinés du patron à l'intérieur de l'entreprise.

Que fait le PCF ?

Dans la mobilisation étudiante, le PCF ne traîne pas la patte pour affirmer sa solidarité gouvernementale. Les stages en entreprise dès la première année de fac, la présence des patrons à tous les niveaux de l'université, non seulement il est pour, mais il en redemande pour toutes les filières. La sélection à l'entrée des filières professionnelles, il est également pour, afin de mettre fin à la sélection sociale.

Au nom du « produisons français » et des « nouveaux critères

de gestion », il fait donner toute sa fraction, enseignants, étudiants, dans les AG, pour expliquer, défendre la réforme Savary. Le seul accroc du projet : il n'y a pas assez d'étudiants dans les conseils de gestion. Complètement isolé, il ne lui reste que la possibilité de casser la mobilisation, cherchant à bloquer tout débat dans les AG, amalgamant les revendications légitimes des étudiants à l'offensive politique de la réaction. Elle ne s'en trouve que plus à l'aise dans ses manœuvres de récupération.



Krasucki et Maire, main dans la main CFDT pour gérer l'austérité

KRASUCKI et Maire la main dans la main pour gérer la crise en cherchant un consensus avec le patronat ? Poser cette question n'est pas un simple raccourci polémique. Coup sur coup, chacun des deux secrétaires généraux en a donné la confirmation, l'un dans une interview à *l'Humanité* (vendredi 6 mai) et l'autre par trois grandes pages du *Matin* (lundi 9 mai).

Pour la CGT, en effet, aucune revendication ne valait que *l'Huma* y consacrer une ligne : Krasucki se contente d'affirmer la nécessité du « syndicalisme banal ». Quant à Edmond Maire, qui n'en manque pas une, il faisait remarquer le rapprochement de vues avec la CGT en ce qui concerne la gestion de « fonds salariaux d'investissements ». Sans soulever la moindre protestation sur ce point...

En effet, la lecture de la plateforme CGT mise au goût du jour est édifiante. Parmi les « mesures (justes et efficaces) contre l'inflation, le chômage, le déficit du commerce extérieur » proposées par la CGT, on découvre que la défense du pouvoir d'achat se réduit à une revendication concernant la progression de 5 % du pouvoir d'achat du SMIC, ainsi que celle des « petits et moyens salaires ». On trouve aussi cette innovation : « Reprenant la proposition de son UGICT LA CGT propose l'établissement d'un système favorisant l'épargne volontaire des salariés à des conditions avantageuses. Cette épargne destinée à l'investissement industriel national serait assortie de modalités permettant aux salariés d'en contrôler l'emploi. » (*Le Peuple* du 1^{er} avril.)

Autrement dit, la CGT accepte de séparer les petits salariés des autres travailleurs, tout en appelant à épargner au service de « notre industrie ». Dernier avatar du « *produisons français* », c'est « épargnons pour aider les patrons français ».

Qui épargne qui ?

Cependant, il n'y a réellement aucun doute à se faire sur l'orientation de telles propositions des confédérations ! Un tract de la section CFDT de Schlumberger de Vélizy (Yvelines) explique avec précision « comment créer quarante emplois », tout en se fixant « l'objectif des 35-heures avant fin 1983 ». Résumons : les quarante em-

ploi correspondent au souci de « conserver la même capacité de production » tout en réduisant le temps de travail. Comment payer ces embauches ? Première source de financement : « la prime versée par le gouvernement », soit l'équivalent de « seize emplois ». Deuxième source : « si les salariés décident de créer des emplois en ne compensant pas la réduction du temps de travail pour les salaires au-dessus de 7000 F », on « crée huit emplois ». Troisième source, enfin, « il serait logique » que le patron fasse une « démarche au moins équivalente à celle de l'Etat ». Craignant d'être encore trop dure « avec l'employeur », la section ajoute que « cet effort pourrait être compensé par (...) une amélioration de la productivité », grâce à divers moyens !

On le voit, il s'agit d'épargner sur les salaires des travailleurs, d'augmenter la productivité, et de « faire des efforts » pour « prendre en compte le chômage ». En fait d'épargne, il s'agit surtout d'épargner le patron, en le traitant comme une malheureuse victime de la crise capitaliste.

Pourtant, il vaut la peine de le rappeler, le groupe Schlumberger, dirigé par Antoine Riboud — patron paraît-il « de gauche » —, est l'un des groupes industriels français qui dégage le plus de profits ; sans payer un sou d'impôts à l'Etat français : son siège social est situé dans un paradis fiscal des Antilles...

S'en sortir vraiment

Comme on s'en doute, les propositions de Maire, relayées par certains secteurs de la CFDT, « passent mal ». Ainsi dans le même trust, une autre section, celle d'Illes (Nord), dénonce les « mesures qui ne frappent que les travailleurs ». Elle fait une addition accablante, montrant qu'« il y a mille milliards à récupérer : 90 de fraude fiscale, 75 de dettes à la Sécurité sociale, 500 milliards planqués en Suisse, 600 milliards d'exportation de capitaux à l'étranger ». Dans chacun de ces cas, « rien n'est prévu ». A ses yeux, pourtant, « combattre la crise, c'est récupérer ces capitaux, en luttant s'il le faut contre le patronat »...

Ses conclusions sont d'ailleurs très nettes : « Il faut transformer le

mécontentement des travailleurs en action. »

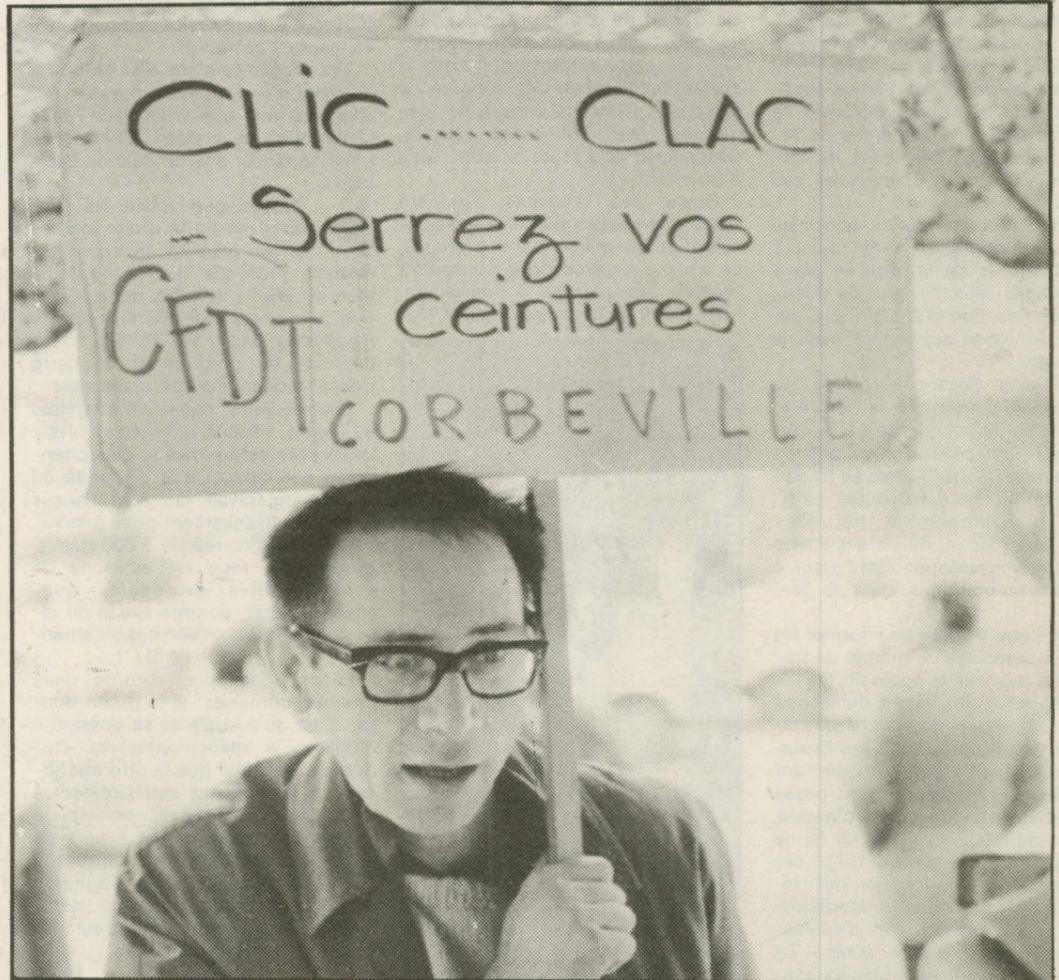
On le voit, l'existence de deux orientations en débat dans la CFDT saute aux yeux... Gageons que Krasucki aura beaucoup de mal à échapper à un débat du même type avec son actuelle orientation.

Un indice nous en est donné par le tract unitaire des quatre syndicats nationaux du personnel des impôts (CGT, CFDT, FO autonomes). Ensemble ils rejettent les mesures d'austérité, réaffirment l'actualité des revendications ou-

vières, et argumentent politiquement : « La rigueur frappant les salariés n'est pas la solution : d'autres moyens existent. » Ils citent notamment « une réforme profonde de la fiscalité, une lutte renforcée contre la fraude (...) une action plus efficace contre la fuite des capitaux, la spéculation, et pour un contrôle de l'utilisation des aides et des fonds publics ». Ensemble aussi, et sur ces bases, ils appellent à une mobilisation marquée par une grève de quatre heures le 19 mai prochain.

Au moment où Maire et Krasucki se donnent la main pour mieux gérer l'austérité au service des patrons français, de plus en plus de militants syndicaux et de travailleurs refusent cette voie. Ils exigent la lutte unitaire contre des mesures d'austérité qui ne servent que le patronat et la droite. Pour les revendications et les solutions économiques et politiques urgentes.

Pierre Rème



● Interview

Le bureau n... de la CFDT ligne... Mais l... cette oreille. Ils sition. Et cela... marche syndica fusion ; avec la sition le 11 ju... Héros bien i... me était, en 197... du « recentrage

● Pourquoi et été licencié ?

Je viens seule copie de la déc... annulant le refus... travail d'autorise... ment.

Ralite, puisque s'agit, accepte... ment politique q... au nom d'une... CFDT.

Il s'agit de fair... position dans u... FGSL, qui ne fai... roue de la conféc... tant le terrain de... Il est significatif... syndicats de tou... de la fédération a... pour contrer cet... même temps qu... pect de la démo...

C'est aussi la... tuelle direction c... substituer au co... cats qui de... ment — statutair... dans les jours... qu'elle a repou... prochain.

● Quelles sont cielles du dépa papier-carton et ration de la FG

La seule chos... peu d'argument... l'application des... livre devait à te...

Le 4 juin à Stuttgart...

A l'appel de la Confédération européenne des syndicats (CES) aura lieu le 4 juin prochain, à Stuttgart, une manifestation devant rassembler, selon ses organisateurs, environ cent mille travailleurs.

C'est pour la CES un pari. Pas tellement sur le plan du nombre : tant en RFA qu'en Belgique, aux Pays-Bas, en Suisse ou en France, le nombre des travailleurs ressentant la nécessité d'une coordination internationale des luttes de la classe ouvrière est largement suffisant. N'y a-t-il pas, au total, plus de 10 % de la population active au chômage dans cette Europe capitaliste ?

Cependant, de la part des bureaucraties syndicales, il ne s'agit pas de surmonter les divisions engendrées par la crise en mettant à l'ordre du jour des revendications urgentes communes. De leur point de vue, il

faut uniquement « se coordonner pour faire pression » sur le sommet des chefs d'Etat européens qui se tiendra les 5 et 6 juin. Pour la CFDT notamment, la direction souhaite davantage parler de « répartir le travail » que d'une lutte de masse pour imposer partout les 35 heures avec maintien des salaires.

Quant aux femmes, directement menacées par le développement du travail à temps partiel, il n'est malheureusement pas question d'elles dans le texte d'appel.

Et c'est bien là qu'il y a le pari ! Comment rassembler autant de travailleurs et de travailleuses sans qu'ils se saisissent de cette occasion pour réaffirmer les revendications qui leur tiennent à cœur ? Après tout, un rassemblement de cent mille manifestants ne peut pas être une grande messe savamment réglée par des bureaucraties sourdes aux véritables préoccupations ouvrières.

PENTECÔTE 83

fête

Lutte Ouvrière **Ligue Communiste Révolutionnaire**

Presles
(Val d'Oise)

Navettes gratuites Pte de la Chapelle



21-22-23 mai

CARTE D'ENTRÉE

La carte d'entrée est valable pour les trois jours. Présentez cette carte aux camarades chargés du contrôle, sans détacher vous-mêmes aucun des volets de cette carte... et conservez bien le reste de cette carte qui vous permettra d'entrer à la fête le lendemain.

A l'entrée de la fête, vous pourrez vous procurer pour 35 F une carte valable pour les trois jours.

SORTIE PROVISOIRE

On peut sortir provisoirement de la fête et y revenir à condition de se faire tamponner le poignet, comme on fait dans les bals traditionnels. Au retour, vous présentez le tampon en même temps que votre carte.

Attention : cette marque de tampon (dont la couleur change chaque jour) permet de ne rentrer que le jour même.

Nous demandons à tous nos amis qui se promèneront à la fête de veiller à ne rien faire qui puisse gêner les relations de bon voisinage avec la population de Presles et, en particulier, de respecter les propriétés, les clôtures, les interdictions de stationner, les « bateaux » devant les portes cochères. Merci.

• Des autocars gratuits au départ de Paris

Le moyen le plus commode et le moins coûteux pour se rendre à la fête est d'utiliser le service d'autocars.

Une navette régulière a lieu en permanence durant la fête, avec un départ toutes les vingt minutes environ depuis la Porte de la Chapelle (et retour au même rythme depuis la fête).

Ce service commence le samedi 21 mai à 11 h 30, jusqu'à 23 heures. Il reprend le dimanche 22 mai de 8 heures jusqu'à 22 heures. La nuit du bal, de dimanche à lundi, un service réduit fonctionne avec un autocar toutes les heures. Le lundi 31 mai, le service reprend au rythme normal de 8 heures jusqu'à 18 heures (dernier départ de la Porte de la Chapelle) et jusqu'à 20 heures (derniers retours depuis la fête).

Les autocars vous déposeront à l'entrée de la fête. Ils vous permettront d'éviter les problèmes de stationnement à Presles, les marches à pied depuis la gare ou le lieu de parking (on doit se garer parfois assez loin). Et puis c'est gratuit !

Dans ces autocars enfin, même avec des inconnus, vous serez entre amis, car on y est déjà un peu dans la fête.

• En train

Vous pouvez aussi éviter les tracas de la circulation et du stationnement, en prenant le train à la gare du Nord, direction Persan-Beaumont par Montsoul-Maffliers.

Le prix du billet aller en 2^e classe est de 13 F. La durée du trajet est d'environ 38 minutes.

Quand vous êtes à la gare de Presles-Courcelles, vous êtes presque arrivés à la fête. La gare SNCF est en effet à 900 mètres de l'entrée de la fête, soit 10 à 15 minutes de marche.

Il y a environ un train toutes les heures dans chaque sens. Au départ de Paris, à 7 h 53, 8 h 53, 9 h 53 et à chaque heure et cinquante trois minutes jusqu'à 22 h 53, et deux trains de nuit à 0 h 00 et 0 h 40.

Au retour, à la gare de Presles-Courcelles, il y a un train à 7 h 03, 8 h 03 et à chaque heure et trois minutes. Le dernier train étant à 23 h 03.

*Vive
La
fête!*

Ce week-end de la Pentecôte, les 21, 22 et 23 mai, c'est la fête de LUTTE OUVRIÈRE et de la LIGUE COMMUNISTE RÉVOLUTIONNAIRE, à Presles, dans le Val-d'Oise.

Cette fête rassemblera tous les amis et sympathisants de nos deux organisations et tous ceux qui profiteront de cette occasion pour faire connaissance avec le courant révolutionnaire que nous représentons, ainsi qu'avec des représentants du mouvement révolutionnaire de nombreux autres pays qui y sont invités.

Nous souhaitons que cette fête soit avant tout votre fête. Qu'elle soit pour tous riche de distractions, d'échanges fraternels et de discussions politiques.

Voilà deux ans que les partis de gauche sont venus au gouvernement avec Mitterrand. Ils promettaient alors « le changement » mais en fait de changement, le gouvernement de gauche mène une politique de droite, une politique qui réserve ses faveurs et ses milliards au grand patronat et qui impose les sacrifices aux travailleurs, aux chômeurs, aux petites gens qui voient se succéder contre eux les plans d'austérité.

Cette politique n'est pas plus acceptable aujourd'hui, du temps de Mauroy, qu'hier du temps de Barre. Le gouvernement la mène parce que, lui aussi, fait le choix de sauvegarder, dans la crise, les intérêts des industriels et des banquiers qui, pour leur part, n'ont que faire de l'intérêt de la collectivité et préfèrent utiliser leurs capitaux à spéculer qu'à investir.

Aujourd'hui, beaucoup de travailleurs, beaucoup d'hommes et de femmes de gauche sont déçus, mécontents. Ils sont bien souvent désespérés parce que les grandes organisations de la classe ouvrière, les partis de la gauche gouvernementale, le PS et le PCF, ainsi que les directions syndicales qui leur sont liées ne proposent

pas de riposte aux travailleurs pour qu'ils défendent leurs intérêts. Beaucoup aussi sont inquiets car ils voient la droite et l'extrême-droite profiter de cette situation et du mécontentement de la petite bourgeoisie. Et nombreux sont ceux qui pensent qu'il faut réagir mais qui ne voient pas comment faire.

Alors, puisque nous serons ensemble à cette fête, nous pouvons en faire un point de rendez-vous pour tous ceux qui pensent qu'il ne faut pas baisser les bras. Et nous espérons que les discussions que nous entamerons à l'occasion de cette fête se prolongeront dans les usines, les quartiers populaires. Car il est temps de faire autre chose que de regarder le gouvernement de gauche prendre des mesures anti-ouvrières sans rien faire, et la droite se renforcer.

Alors que cette fête soit celle de tous ceux qui ont envie d'œuvrer à changer cette société et à ce que tous les moyens techniques, scientifiques, matériels et humains dont elle dispose servent à autre chose qu'à semer la misère sur les trois quarts de la planète, à engendrer des crises mondiales et à préparer des guerres.

Nous pensons, à Lutte Ouvrière comme à La Ligue Communiste Révolutionnaire, qu'il n'y a pas de solution réformatrice à la situation du monde aujourd'hui. Nous pensons que face à la crise, à la menace de guerre, il faut préparer l'issue révolutionnaire. Et nous espérons bien que cette fête sera un point de rencontre pour tous ceux qui veulent balayer ce vieux monde.

Enfin cette fête sera l'occasion d'affirmer la réalité de l'internationalisme prolétarien. Des dizaines d'organisations révolutionnaires et anti-impérialistes y seront présentes.

AMIS ET CAMARADES, BIENVENUE A LA FÊTE DES RÉVOLUTIONNAIRES !

Près de 300 stands à visiter...

- 1 — Lutte Ouvrière Lorraine
- 2 — Au verre fleuri
- 3 — La bouchée gourmande
- 4 — LCR — SEDAN — Bière pression, jambon des Ardennes
- 5 — LCR — Fédération 93 — Harengs de la Baltique à la crème
- 6 — Lotta Comunista
- 7-8 — Comité de coordination du syndicat « Solidamosc » en France
- 9 — Comité Irlande
- 10 — LCR — Fédération 94 — Feijoada
- 11 — LCR — Montpellier
- 12 — Fromages d'Auvergne
- 13 — Lutte Ouvrière Auvergne
- 14 — « Bolos de Bacalhau » (beignets du morue)
- 15 — A la bonne saucisse
- 16 — Exposition Peugeot Sochaux
- 17 — Délices de l'Orient
- 18 — Exposition Citroën (Saint-Ouen-Les-Epinettes)
- 19 — Le routier
- 20 — Exposition : le retraité (groupe Malakoff)
- 21 — Confiserie, Thé (groupe Malakoff)
- 22 — Lutte Ouvrière Le Mans
- 23 — Churros et chocolat
- 24 — Badges et Tee-Shirts-bobs
- 25 — Exposition : les marins-pêcheurs
- 26 — Billard électrique
- 27 — Exposition Renault Flins
- 28 — Monsieur Cinéma
- 29 — Tendances IV^e Internationale-Politica Obrera (Argentine)
- 30 — Le masque et le pinceau (BNP Barbès)
- 31 — Exposition BNP
- 32 — Trattoria « Alla Pastasciutta » (BNP Barbès)
- 33 — LCR — Bordeaux - Vin de Bordeaux, omelette, crêpes
- 34 — Beignets exotiques
- 35 — Jeu du bac
- 36 — O sole mio
- 37 — Lutte Ouvrière Crédit Lyonnais
- 38 — La Puce Rouge
- 39 — Dégustation d'escargots (LFM UNELEC Vierzon)
- 40 — Fruits exotiques
- 41 — LCR — Région Centre-Tapas-Vin blanc
- 42 — LCR Cahiers du féminisme-exposition
- 43 — Shorba
- 44 — Crêpes bretonnes
- 45 — Mousse au chocolat
- 46 — Blinis
- 47 — Solidarité Intérimaire
- 48 — Brochettes grecques Air France
- 49 — Renseignements
- 50 — Lutte Ouvrière Bourges
- 51 — Le poulailler (Hôpital Limoges)
- 52 et 53 — Socialist Workers Party (Grande-Bretagne)
- 54 — Bolttereaux
- 55 — LCR — Amiens-Café nationale
- 56 — LCR Education nationale
- 57 — Sing-Kowei-Tcheu (riz cantonnais)
- 58 — Lutte Ouvrière Normandie
- 59 — Tzaziki
- 60 — Artisanat
- 61 — Confédération syndicale des femmes
- 62 — Tir à la carabine
- 63 — Casse-tête
- 64 — Lutte à l'américaine
- 65 — Jolies bouteilles
- 66 — Economie en question
- 67 — LCR — Poitiers-Gâteaux
- 68 — Lutte Ouvrière-Bretagne
- 69 — Jeux d'eau
- 70 — La Dolina
- 71 — Trotskistisches Liga Deutschlands
- 72 — Spartacist League Britain
- 73 — LTF
- 74 — MAS Argentine
- 75 — Boomerang
- 75 bis — Lutte Ouvrière-Touraine, Anjou, Poitou
- 76 — Teepee
- 77 — A la pipérade du Sud-Ouest
- 78 — Brick à l'œuf-Créteil CTA

- 79 — Au Hareng de la Baltique
- 80 — Lutte Ouvrière PTT
- 81 — Micro-Informatique
- 82 — ICEM 93
- 83 — F.I.E.L.
- 84 — Tissage, poupées
- 85 — Barbe à papa, pommes d'amour
- 86 — Lutte Ouvrière Lyon
- 87 — Peinture sur soie
- 88 — Artisanat
- 89 — Irlande libre
- 90 — RIPRA
- 91 — Inquisition
- 92 — Cinéma
- 93 — LCR — Amérique latine-spécialités sud-américaines
- 94 — LCR — Groupe turc Hié
- 95 — Pizza, aioli
- 96 — L'alternative
- 97 — Ecole Emancipée
- 98 — Comité des non-titulaires, Le peuple français
- 99 — Tir
- 100 — IV^e Internationale-Allemagne, Bénélux
- 101 — A la bonne gougère
- 102 — Salades
- 103 — Lutte Ouvrière Roussel-Uclaf
- 104 — Saucisson lyonnais
- 105 — Au palais des glaces
- 106 — Renseignements
- 107 — IV^e Internationale-Espagne, Portugal-paëlla
- 108 — IV^e Internationale Angleterre-Irlande
- 109 — Socialisme mondial
- 110 — Socialist Party of Great Britain
- 111 — FDR du Salvador
- 113 — Les tontons frondeurs
- 114 — LCR — Bretagne, crêpes cidre
- 115 — Changement de tension
- 116 — LCR — Bretagne, huîtres muscadet
- 117 — La guinguette
- 118 — Guerre de classe
- 119 — Gruppe Kommunistische Politik (Autriche)
- 120 — Tir à la patate
- 121 — Cerf volant
- 122 — Alla Buona pasta
- 123 — LCR — Grenoble, raclette, vin de Savoie
- 124 — The Spark
- 125 — La barbouille
- 126 — Renseignements
- 127 — La boule chinoise
- 128 — Lutte Ouvrière-SNCF
- 129 — Marolles
- 130 — Couscous
- 131 — C'est maboule
- 132 — Exposition sur l'aéronautique — On connaît la chanson (paroliers)
- 133 — Cité du sport
- 134 — LCR — Lyon, Andouilles Beaujolais
- 135 — Paf dans le pif
- 136 — Lutte Ouvrière Sud-Est
- 137 — La Cause du Communisme
- 138 — Bolchevik Partisan
- 139 — OCML-Voie Proletarienne
- 140 — Noyaux léninistes internationalistes (Italie)
- 141 — OCRIA-TIL
- 142 — Combat Communiste
- 143 — LCR — Rouen, tartes aux pommes à la crème
- 144 — Omelettes-bananes
- 145 — Le ballon de la fête
- 146 — En passant par la Lorraine
- 147 — LCR — PTT, grillades
- 148 — LCR — Loire, rillettes vin blanc
- 149 — Brochettes, Lutte Ouvrière-Renault Billancourt
- 150 — Les affiches de la fête
- 151 — jus de fruits
- 152 — La crème des fraises
- 153 — Les salades, Lutte Ouvrière-Crédit Lyonnais
- 154 — Crêpes canadiennes et exotiques
- 155 — Croquantines SS-CNAVTS
- 156 — Chèvrement bon
- 157 — LCR — SNCF
- 158 — Soupe à l'oignon, maquereaux fumés au poivre
- 159 — Oranges, citrons pressés
- 160 — Jeunesse Communistes Révolutionnaires, glaces.
- 161 — Groupe autonome d'Aachen (RFA)

- 162 — LCR — Fédération de Paris, pâtisseries parisiennes, badges
- 163 — MIR-Chili
- 164 — C'est pas de la tarte, lutte Ouvrière URSAF
- 165 — Le roi de la gapette
- 166 — Radio Alligre
- 167 — Electronisez-vous-groupe Lutte Ouvrière Thomson de la région parisienne
- 168 — Workers Power
- 169 — Exposition Thomson-CSF de la région parisienne
- 170 — Irish Workers group
- 171 — Je grave, tu imprimes, il sérigraphie, nous encadrons — Lutte Ouvrière PTT Issy-les-Moulineaux
- 172 — CCA
- 173 — Combat Ouvrier
- 174 — Disques
- 175 — Javelot Chtimi
- 176 — LCR — Métallurgie
- 177 — Haut les masques
- 178 — LCR — Fédération 92
- 179 — Animation Lille
- 180 — Le tirlarigot
- 181 — Lega socialista Rivoluzionaria
- 183 — Renseignements
- 184 — LCR frites, bières pression
- 185 — LCR Lille
- 186 — Bankalement vôtre
- 187 — La mare aux canards
- 188 — La fondue jurassienne
- 189 — Lutte Ouvrière-Dijon
- 190 — Lutte Ouvrière-Nord
- 191 — Exposition Sécurité sociale
- 192 — Au pingouin gourmand, Lutte Ouvrière Sécurité sociale CRAMIF
- 193 — Aux quatre saisons, Lutte Ouvrière Sécurité sociale CRAMIF
- 194 — LCR — Bourgogne Franche-Comté, gâteaux, gruyère
- 195 — UTCL
- 196 — ORA-PAI
- 197 — UTIT
- 198 — Kiosque à rire
- 199 — Chamboule-tout
- 200 — LCR-Santé
- 201 — UATCI, Maffé
- 202 — LCR — Marseille, thé pâtisserie, merguez
- 203 — La guerre des étoiles
- 204 — Parti Communiste International, le Proletaire
- 205 — LCR - Nancy, tourte lorraine, münster, vin gris
- 206 — Programma Communista
- 207 — Parcours électrique
- 208 — Workers Socialist League (GB)
- 209 — Gruppo Operaio rivoluzionario
- 210 — Comité de solidarité avec le peuple de Grenade
- 212 — Le circuit 24
- 213 — Chansons politiques
- 214 — La ficelle picarde
- 215 — Bar Chausson
- 216 — A bas l'Etat !
- 217 — A la crêpe flamande
- 218 — Galettes bretonnes
- 219 — LCR — Armée, exposition, jeu de massacre
- 220 — Le petit cheminot, Lutte Ouvrière SNCF Limoges
- 221 — Jambon du Morvan
- 222 — LCR — Sécurité sociale, Pan bagnat
- 223 — GPLC
- 224 — FOR Italie Grèce
- 225 — FOR Espagne France
- 226 — La bonne omelette
- 227 — Relactez-vous, Lutte Ouvrière Via-Assurances
- 228 — Rubicube
- 229 — Boudins, Saucisses
- 230 — Lutte Ouvrière Aquitaine
- 231 — A la belle crêpe
- 232 — LCR Caen-Huitres
- 233 — Renseignements
- 234 — Lutte Ouvrière Toulouse
- 236, 237 — CUHARH, Lesbja, CHLOGH, Gai-Pied, Masques, Espaces, Fréquence gaie
- 238 — Association des travailleurs turcs
- 243 — LCR — Afrique en lutte, Maffé à la sénégalaise
- 244 — Emailage sur cuivre
- 245 — Réponse à tout
- 246 — Exposition hôpitaux

- 247 — Artisanat, brocante ; Lutte Ouvrière Hôpital Sainte-Anne
- 248 — Exposition, Lutte Ouvrière Rhône-Poulenc
- 249 — Crêperie, Lutte Ouvrière Rhône-Poulenc
- 250 — LCR Toulouse

- 251 — Tabac
- 252 — LCR Auvergne-Tripoux, charcuterie
- 253 — LCR Rotographie
- 254 — Planing Familial
- 256 — PSU
- 259 — PCMLF

- 260 — Exposition : le pacifisme
- 261 — Comité Salvador
- 262 — La canne à pêche
- 263 — Tir à l'arc
- 264 — Sardines grillées ; Lutte Ouvrière Renault Billancourt
- 265 — LOR
- 266 — Comité Guatemala
- 267 — Affiches
- 268 — Bas les masques ; Lutte Ouvrière Reims

- 269 — Thé et gâteaux
- 270 — Exposition Renault Billancourt
- 271 — Casse-croûte tunisien
- 272 — Lutte Ouvrière Alsace-Franche-Comté
- 273 — Chinoiserie
- 274 — LCR — Groupe iranien
- 275 — La flèche rouge
- 276 — Groupe Révolution Socialiste Antilles (4^e)

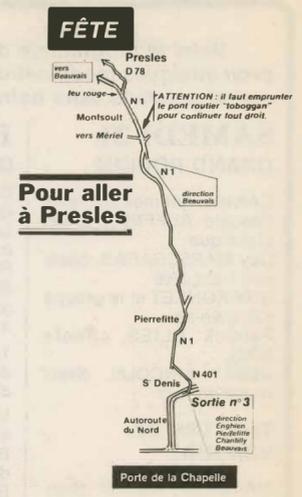
- Internationale)-Boudin, accras, colombo
- 277 — Soupe aux choux
- 278-280 — OLP
- 279-281 — Comité anti-Apartheid
- 282 — Le casse-tête
- 284 — La gargole de tout-petits
- 285 — Comité Chasky-Journal Tupa Kavy

Si vous venez en voiture

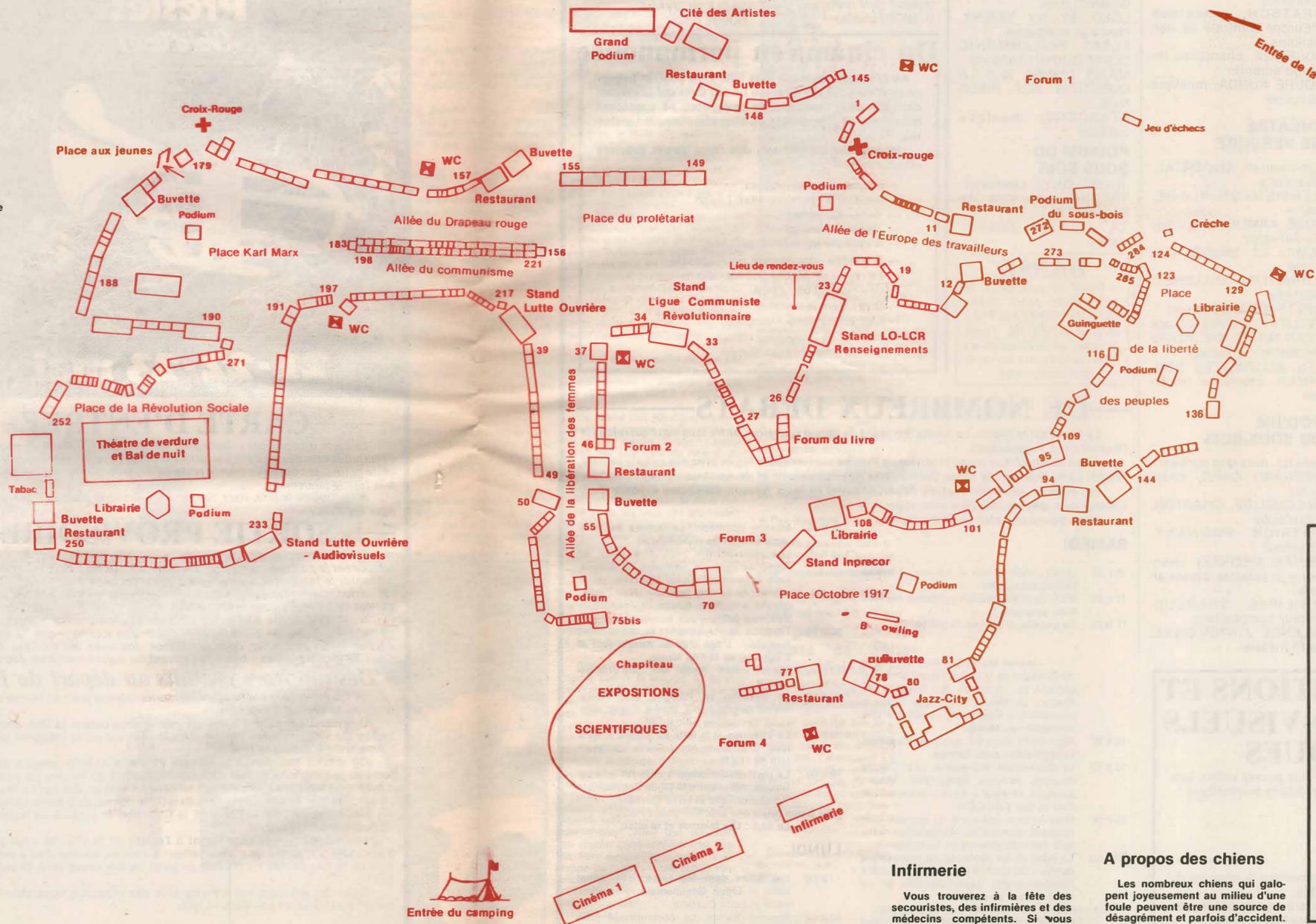
Amis automobilistes, respectez scrupuleusement tous les panneaux de signalisation. Ne stationnez pas dans les endroits interdits, devant les « bateaux », les portes de garage, afin d'éviter au maximum de gêner les habitants de Presles.

Des camarades chargés d'organiser la circulation vous donneront des indications. Respectez-les, dans l'intérêt de tous, donc du vôtre.

Plan d'accès à la fête



Pour aller à Presles



Camping

Le camping est interdit dans les environs de Presles et nous ne disposons que d'un nombre très restreint d'emplacements pour camper.

Amis campeurs, adressez-vous au contrôle d'entrée.

Vignettes et francs Delors

Les prix marqués à la fête sont payables en monnaie « Delors », mais aussi en vignettes « LO-LCR » (sauf le tabac).

Chaque vignette remplace un franc « Delors ».

Si vous perdez quelqu'un

Vous trouverez près du stand « Direction de la Fête », un panneau « Rendez-vous » où vous pourrez soit vous retrouver, soit laisser un message.

Infirmierie

Vous trouverez à la fête des secouristes, des infirmières et des médecins compétents. Si vous avez besoin de leurs services, n'hésitez pas à faire appel à eux.

Un poste de la Croix-Rouge, près de l'entrée, peut répondre à tous les problèmes qui pourraient se poser.

L'infirmierie se trouve sur la même place que les cinémas.

IMPORTANT : SI VOUS ASSISTEZ A UN ACCIDENT, OU SI UNE PERSONNE SE TROUVE MAL DEVANT NOUS, AVERTISSEZ IMMEDIATEMENT LES MEMBRES DU SERVICE D'ORDRE LES PLUS PROCHES (ils sont reconnaissables à leur brassard) OU DIRECTEMENT LES SECOURISTES, SI VOUS ÊTES A LEUR PORTEE.

A propos des chiens

Les nombreux chiens qui galopent joyeusement au milieu d'une foule peuvent être une source de désagrément et parfois d'accident.

Leur présence se manifeste parfois de façon désagréable et malodorante sur les pelouses où l'on aime s'asseoir et s'allonger. Il est arrivé les années précédentes que certains chiens, énervés par l'agitation, mordent des enfants ou des adultes. Il nous est arrivé aussi de voir des chiens abandonnés par leur propriétaire, ou attachés à un arbre pendant des heures, ce qui est choquant pour tous ceux qui aiment les animaux.

C'est pourquoi, pour la commodité de tous et des animaux eux-mêmes, nous ne pensons pas que la présence des chiens à la fête soit souhaitable.

Pour les petits, Place aux jeunes

Pour les plus jeunes, nous avons prévu des espaces particuliers. La « Place aux jeunes », c'est le nom de l'emplacement que nous avons spécialement aménagé pour les enfants. On y trouve tout ce que l'on peut désirer afin que ce soit, pour eux aussi, la fête : des activités, des jeux, des promenades dans les sous-bois, des animations.

Pour les plus petits, il y a une crèche. Les parents qui le souhaitent pourront y laisser leur bébé pendant quelques heures (quatre heures consécutives maximum) afin de se promener dans la fête. Nous leur demandons toutefois de passer de temps en temps à la crèche, surtout au moment des repas de leur nourrisson.

Bien entendu la « Place aux jeunes » et la crèche sont totalement gratuites.

N.B. Comme pour la crèche, en confiant vos enfants à la garderie, vous devez préciser l'heure à laquelle vous les reprendrez (ceci pour l'organisation des promenades).

Ne pas jeter les bouteilles vides

Nous vous demandons de ne pas les abandonner sur les pelouses ou dans les sous-bois, car elles risquent de créer des accidents graves.

Nous vous invitons à les déposer dans les emplacements destinés à les recueillir, signalés par des panneaux (mais de ne pas les jeter dans les poubelles, c'est dangereux aussi).

Merci d'avance.

3 JOURS DE FÊTE

JAZZ CITY

Voici le programme des trois jours de spectacle. Il peut encore y avoir quelques modifications. Quant aux horaires précis de passage, ils seront précisés dans notre prochain numéro.

SAMEDI 21 GRAND PODIUM

CARMA, rythmes africains
Pascale AUFFRET, piano classique
Guy MARSEGARAS, chanson française
GUY KONKET et le groupe KA, gwo-kà
Patrick ELIES chante BREL
ABBEY LINCOLN, chanteuse de jazz

THÉÂTRE DE VERDURE

MAINMISE, rock et chansons
LES TROYENNES d'Euripide, par la compagnie Patrick Melior
KOHOUTEK, jazz rock
Roger DAMATO, chansons
« LA CROISADE DES BRAVES GENS », par le Théâtre de l'Estrafouille
« ALLER SIMPLE », café théâtre par VOUS AVEZ DIT BIZARRE.

PODIUM DU SOUS-BOIS

LES REBELLES, rock
PASCAL ROBIN, chanteur
BERNADETTE VOELCKER, chanteuse
JEAN DEGROISE, chansons et poèmes.

ANIMATION

DUVAL ET MACHON, limonaire et chansons de rue.
THEATRE A BATIR, théâtre cirque, initiation au trapèze.
LES DEUX G.
Compagnie MILLE ET LUNE.
Jean-Marc DELPECH.
MICHEL RECONNELLE et son violon.

DES EXPOSITIONS ET DES AUDIO-VISUELS SCIENTIFIQUES

Sous un vaste chapiteau, vous pouvez visiter, lors de la fête, toute une série d'expositions scientifiques :

- les astres et la vie ;
- reproduction et évolution ;
- l'évolution de l'homme ;
- le cerveau ;
- l'égalité et la différence.

De nombreuses visites commentées de chacune de ces expositions seront organisées.

Sous le même chapiteau seront également projetés des montages audio-visuels sur triple écran dont :

- Karl Marx et la révolution de l'histoire ;
- l'homme et l'univers.

LES MONTAGES AUDIO-VISUELS

Des montages audio-visuels seront présentés dans les diverses zones de la fête. Dans les stands LUTTE OUVRIÈRE vous pourrez voir :

- La crise du monde capitaliste : du Krach boursier de 1929 à la guerre ;
- 1936 - 1945 - 1956 - 1981 : la gauche au gouvernement.

DIMANCHE 22 GRAND PODIUM

BADOS, chansons populaires d'Argentine
LA BRISQUANTE, ballet antillais de la Guadeloupe
ROGER CUENO chante Bobby Lapointe et aussi des chansons du mouvement ouvrier.

15 H 00 : Allocutions d'ARLETTE LAGUILLER et d'ALAIN KRIVINE.

MARIE PAULE BELLE, chansons
BRATSCH, musique d'Europe centrale et des Balkans
JOSEFINA, chanteuse de tango argentin
TOURE KUNDA, musique africaine

THÉÂTRE DE VERDURE

Emmanuel ANDERTAL, chansons
VERMENTON-PLAGE, cajun
JOSE ARMIJO, chansons du Salvador
MANU ET BRUNO, jazz blues
CHRISTIAN MILLERET, chanteur
ERIC SARNER, poèmes
PHILIPPE CAUVIN, guitare
JEAN-MARC DELPECH, ménestrel de France
LES ALLUMETTES SOUFRÉES, chansons réalistes

PODIUM DU SOUS-BOIS

GALILI, musique persane
BERNARD CAPO, chansons
JACQUELINE CHARTON, chanteuse
PATRICK POGNANT, chanteur
PIERRE MEZINSKI, chansons populaires américaines
PHILIPPE CHARLUS, auteur compositeur
SILENCE J'INTERIORISE, café théâtre

LUNDI 23 GRAND PODIUM

CYCLOPE, rock
LES POINCHEVAUX, folk

15 H 00 : Allocutions d'ARLETTE LAGUILLER et d'ERNEST MANDEL

MICHEL LAGUEYRIE, sketches
GUBITSCH-CALO, nouvelle musique argentine
SAPHO, chanteuse

THÉÂTRE DE VERDURE

GRANIT, rock
LOLO SY NY TARINY, chanson malgache
ELSEY PHILARMONIC DOUM DOUM, chansons
MAINS D'AUBE joue LA QUESTION AUX PIEDS NUS
STARBENE, musique cubaine

PODIUM DU SOUS-BOIS

JULIET' ONYX, chansons
TRIGONE, chansons italiennes
ZA, musique traditionnelle.

DANSE

Toute la journée à la guinguette avec JEAN-CLAUDE GOMBAULT ET SON ORCHESTRE. Toute la nuit du dimanche au lundi, on dansera sur de la musique enregistrée.

—DE NOMBREUX DÉBATS—

La fête c'est la liberté. La liberté des idées, la libre discussion entre tous ceux qui refusent l'exploitation, l'oppression.

Aussi pendant trois jours, le terrain de Presles sera un vaste forum avec des débats présentés par Lutte Ouvrière, la Ligue Communiste Révolutionnaire et de nombreux groupes invités. Par ailleurs, des personnalités viendront parler de leurs travaux, ou encore exposer leurs conceptions, pour en débattre avec vous.

Nous pouvons d'ores et déjà annoncer :

SAMEDI

- 16 h 00 Denis Langlois, avocat, écrivain, **Police et justice aujourd'hui.**
- 17 h 00 MLF. **La confédération syndicale des femmes, pourquoi ?**
- 17 h 30 **La gauche, la justice, la police,**

Michel Marcus, ancien secrétaire du Syndicat de la Magistrature, un représentant du syndicat des avocats de France, du Cosip, Véronique Brocard, journaliste à **Libération**, et Edwy Plene, journaliste au **Monde**.

- 18 h 00 Alain Scoff, écrivain, auteur du **Pantalon. La répression dans l'armée.**
- 18 h 30 **Le mouvement anti-guerre**, avec Claude Bourdet, Antoine Sanguinetti, Miriam Bourgba, secrétaire du mouvement de la Paix et Ben Saïd (LCR).
- 19 h 00 Marc Valleur, assistant du docteur Olievenstein, membre de l'Association nationale des Intervenants en Toxicomanie.
- 20 h 00 **La crise et les réponses du mouvement ouvrier** : débat entre la Ligue Communiste Révolutionnaire, Lutte Ouvrière et un représentant du PSU.

Et à une heure qui n'est pas encore précisée : Ducarroir, président de la FNRL, **Les radios locales privées au sein du changement social et politique, local et régional.**

DIMANCHE

- 11 h 00 La lutte des femmes, avec notamment des représentantes des groupes femmes, du planning familial, du PSU et de la LCR.
- 12 h 00 René Dumont : **Repenser nos conceptions du socialisme**, spécialement dans le Tiers Monde, Inde et Chine.
- 13 h 00 Expériences de luttes dans les entreprises qui ferment, avec des travailleurs des entreprises Henriot (porcelaine), Bella (poupées), Elastelle (textiles).

A Jazz City, vous trouverez un programme permanent de jazz où se succéderont tous les styles.

Vous y trouverez aussi une exposition sur l'histoire du jazz, et de multiples autres choses sur le jazz.

SAMEDI

PREFACE
Remy SWING-DEVAL (guitare)
JAZZY MUTE
Marx BOPPERS
NONET MYSTERE
BAL New Orleans

Alain GIROUX (blues)
SONY GREY et son quintet
Steve LACY

Avec KIM GIL et son Septet, une histoire du jazz chantée.

LUNDI

Linda LUNDELL (chanteuse de jazz)

HECATE

SABLE MOUVANT

BOEUF FINAL

Du cinéma en permanence

Au cours des trois jours de fête, vous pourrez trouver un moment pour voir ou revoir un des films qui passeront dans les deux cinémas. Les projections se succèdent quasiment en permanence et, bien sûr, elles sont gratuites.

Les horaires de passage des films seront précisés ultérieurement.

- L'homme de fer - Wajda.
- Regards et sourires - Ken Loach.
- Vivre - Kurosawa.
- Aguirre - Herzog.
- Alexandre Newski - Eisenstein.
- Prophétie - documents sur Nagasaki.
- Le retour de Martin Guerre - Vigne.
- Décolonisation - Ferro.
- Diva - Beneix.
- L'écran magique - Mingozi.
- Journal de campagne - Gitaï.
- Mourir à trente ans - Goupil.

- 16 h 00 Maxime Rodinson : **La montée des courants intégristes musulmans.**
 - 16 h 30 Les mouvements révolutionnaires en Amérique centrale, Salvador, Nicaragua, avec notamment Victor Medrano, représentant du FDR du Salvador, Jean Ziegler député socialiste suisse et Jean-Pierre Beauvais (LCR).
 - 16 h 30 François Jouffa, à propos de ses derniers ouvrages : **L'âge d'or du Rock'n Roll et L'âge d'or de la Pop Music.**
 - 17 h 30 Claude Villers : **Radio, télé, quel changement ?**
 - 18 h 00 **La situation en Pologne**, avec Kowalewski (Solidarnosc), Daniel Singer (écrivain), Jacqueline Allio (LCR).
 - 18 h 00 **Le sionisme et la lutte du peuple palestinien**, avec Amin Abou Assira, représentant de l'OLP.
 - 19 h 00 **Le parti révolutionnaire et la IV^e Internationale**, débat entre la Ligue Communiste Révolutionnaire et Lutte Ouvrière.
- Et à une heure non précisée pour l'instant :
Le MLF : **Les femmes et la crise.**

LUNDI

- 11 h 00 **Les luttes dans les entreprises**, débat entre la Ligue Communiste Révolutionnaire et Lutte Ouvrière.
- 13 h 00 Maurice Rajfus, **La communauté juive face à la guerre du Liban.**
- 13 h 00 **Le combat des travailleurs immigrés** avec différentes associations de travailleurs immigrés.
- 16 h 00 Brice Lalonde, **Le pouvoir de vivre.**

A des heures et des jours encore non précisés, nous aurons parmi nous :

Bertrand Tavernier, cinéaste (**Le juge et l'assassin, Que la fête commence**), sur le cinéma.

La compagnie Albert DELPY, **Pour les auteurs vivants du Théâtre.**

Philippe Caubere, comédien (le Molière de Mnouchkine), **théâtre et politique, où en est-on aujourd'hui ?**

«regrouper les forces une autre démarche syndicale»

de J.- P. Anselme, permanent de la branche papier-carton (FGSL-CFDT)

il de la fédération générale services-livre un permanent qui n'est plus « dans la ndicats concernés ne l'entendent pas de nent contact avec diverses forces d'oppo-) un regroupement « pour une autre dés- sur la base d'un texte en cours de dif- fective d'une réunion nationale de l'oppo- chain.

ntaire de ces réactions, Jean-Pierre Anselme ceux qui ont cru à la dynamique syndicale té à Brest...

ent as-tu avec les secteurs de la FTIAAC — qui n'existait pas encore à cette époque — le papier-carton avait le choix entre cette première hypothèse avec le livre, où d'aller avec la FUC dans le cadre d'une fédération de l'énergie qui n'a jamais vu le jour.

Il y avait aussi la volonté partagée par tous, à la fédération, de repenser la FGSL afin que son ensemble tertiaire (le commerce, les services, l'hôtellerie-tourisme, le crédit...) se retrouve dans un ensemble plus homogène. En fait, ce débat sur l'avenir de la FGSL a été délibérément focalisé par la direction fédérale avec l'appui de la confédération pendant l'année 1982, sur le seul avenir du livre et du papier-carton, sans débat dans les syndicats pour les autres branches.

Le résultat provisoire, c'est que la FGSL a changé quatre fois de titre depuis le début de l'année, et que le livre et le papier-carton ne sont toujours pas là où l'on veut autoritairement les mettre.

• **Quel était le point de vue exprimé par le livre et le papier-carton avant la décision du BN de décembre 1982 ?**

Le même que celui que les syndicats ont encore réaffirmé les 14 et 15 avril dernier. Pendant l'année 1982, les syndicats du livre et du papier-carton se sont prononcés à plusieurs reprises pour constituer avec la FTIAAC une fédération CFDT de l'information et de la culture allant de ceux qui produisent le papier à ceux qui l'impriment, jusqu'à ceux qui écrivent... A un projet syndical élaboré démocratiquement par les syndicats concernés, on a eu une réponse bureaucratique.

• **Ce débat de structure ne devait pas être séparé des problèmes de pratique syndicale face à la restructuration ?**

Bien sûr, et nous avons dû nous battre contre la volonté de la direction de la FGSL, appuyée par le secteur « organisation » confédéral, de réduire les problèmes posés à une seule question de structures. Le livre et le papier-carton sont organisés localement dans les mêmes syndicats, offrant ainsi la structure d'accueil la plus favorable aux militants des secteurs de la FTIAAC, encore organisés en syndicats nationaux. Ils seraient contraints, sans le papier-carton, de se décentraliser dans des syndicats au champ géographique trop vaste. Mais surtout, nous avons développé les raisons d'une action syndicale de notre choix, et en particulier la nécessité de rester dans une même fédération pour élaborer les réponses communes sur l'emploi dans deux branches aussi imbriquées économiquement.

• **Comment, à partir de questions syndicales aussi évidentes, vous retrouvez-vous en opposition avec la confédération ?**

Pour une première raison élémentaire : aucun militant du livre et du papier-carton n'admet qu'une décision les concernant aussi directement soit prise par le bureau national confédéral au nom de tou-



Dans la manifestation du 1^{er} Mai.

te la CFDT sans tenir aucun compte de leur avis majoritaire et démocratique.

Je pense comme eux que la démocratie dans la CFDT n'est pas un accessoire mais est fondamentale pour ceux et celles qui y adhèrent et y militent, ce qui fait son identité et son attrait.

• **Quelles sont les autres raisons ?**

On se bat pour l'emploi depuis 1974 et au moment où on peut espérer enfin reprendre l'offensive, depuis le 10 mai 1981, la politique confédérale ne correspond pas à nos attentes.

• **Par exemple ?**

Depuis deux ans, dans le papier-carton, on se bat seul face à un

ministère de l'Industrie — en fait quatre ministères successifs — pour obtenir la prise en compte de nos propositions. Dans le même temps, la confédération est restée sourde à nos demandes : nous appuyer et coordonner à l'intérieur de la CFDT elle-même les différentes fédérations et professions confrontées au même ministère. Le rapport de forces syndical n'est pas la pratique de bureaux d'études où les gouvernés finissent par avoir l'illusion d'être les gouvernants. Mais la confédération a passé l'essentiel de son temps au ministère du Plan.

• **Comment as-tu toi-même évolué en tant que membre de la direction fédérale ?**

La FGSL a été dans l'opposition jusqu'au congrès de Brest. Aujourd'hui,

Il s'agit d'ouvrir les portes qui ont été fermées et d'en ouvrir d'autres encore en permettant aux militants et aux syndicats de débattre concrètement de l'orientation à donner à l'action syndicale aujourd'hui.

d'hui, je constate que la pratique réelle de la confédération ne correspond pas à son discours sur la démocratie. J'ai proposé à la commission exécutive fédérale une intervention critique de l'orientation confédérale au congrès de Metz ; c'est d'ailleurs à cette date que les manœuvres pour m'exclure ont commencé.

Dans la FGSL elle-même, les négociations sur la réduction du temps de travail ont fait apparaître des divergences profondes d'objectif et de pratique.

Alors que dans le papier-carton on refusait toute concession au patronat sur le travail posté et l'organisation du travail à partir d'une remise en cause de ses capacités à juger des impératifs économiques, dans les autres branches on revendiquait les aménagements du temps de travail comme correspondant aux aspirations des salariés et aux « impératifs de la productivité ».

Dans le papier-carton, il y a eu deux réunions des syndicats, une avant la négociation, une après — ce qui n'a pas empêché

les critiques sur la démocratie. Alors que dans le commerce, par exemple, les militants des entreprises ont appris la signature d'accords en même temps qu'ils recevaient les tracts nationaux les annonçant aux travailleurs.

Les divergences aident à avancer quand on peut débattre ; l'alignement systématique de la majorité de la direction fédérale sur la direction confédérale est allée de pair avec son refus de la discussion. Je crois que la rupture a été véritablement commencée quand, en avril 1982, j'ai demandé au bureau fédéral de porter à l'ordre du jour du conseil national fédéral la question de l'emploi et des politiques économiques ; sur incitation de la commission exécutive, il s'y est refusé.

• **A un moment donné, tu as pourtant vu une version de gauche du recentrage ?**

Oui. Et je ne suis d'ailleurs pas sûr de m'être trompé. J'ai pensé, avec beaucoup d'autres militants, que le recentrage visait à placer le syndicalisme comme acteur princi-

pal de la transformation de la société.

• **Avec de telles idées, comment as-tu jugé la politique gouvernementale ?**

J'ai constaté, en particulier avec le ministère de l'Industrie, que le style de gouvernement avait changé : on nous reçoit, on nous écoute. Mais sur l'essentiel — l'élaboration des politiques et les décisions —, le gouvernement considère que les syndicats sont là uniquement pour discuter des plans sociaux dans le cadre des décisions prises avec le patronat comme partenaire privilégié. Par exemple, le « plan-papier » qui va être prochainement annoncé reste encore aujourd'hui secret et le ministère ne réunira les syndicats qu'une fois les décisions prises. En fait, le gouvernement ne veut pas de mobilisation des salariés, on peut même penser qu'il la craint.

• **La direction confédérale ne fait pas grand-chose contre cette politique gouvernementale...**

C'est pour une bonne part ce qui explique le malaise actuel des militants de la CFDT. On a l'impression que la direction confédérale est en accord sur le fond avec la politique gouvernementale, les divergences ne portant que sur la manière de la faire passer. D'où le projet de regrouper ceux qui veulent une autre démarche syndicale.

Licencié ?

Dans quelques jours, le 19 mai, les prud'hommes auront à débattre en appel du dossier de Jean-Pierre Anselme. Depuis décembre dernier, le bureau national de la FGSL veut le licencier.

Le tribunal des prud'hommes a refusé une première fois. Devant l'entêtement de « l'employeur », l'inspectrice du travail a, à son tour, refusé aussi, notant : « pas de raison économique... d'autres causes ». Sous le prétexte de « raisons économiques » dues à « la réorganisation de la fédération », le bureau national camoufle un règlement de comptes politique.

• **Regrouper des forces syndicales oui, mais pour quoi faire ?**

D'abord, ce qui compte c'est bien la démarche elle-même, qui, d'ores et déjà, rassemble toutes les sensibilités organisées de la CFDT. Il s'agit d'ouvrir les portes qui ont été fermées et d'en ouvrir d'autres encore en permettant aux militants et aux syndicats de débattre concrètement de l'orientation à donner à l'action syndicale aujourd'hui.

• **E. Maire répond que vous ne proposez aucune alternative...**

C'est déjà une alternative que de redonner vie à la démocratie à la CFDT. N'en déplaise à la confédération, la critique de son orientation et de sa pratique réelle n'est pas terminée.

Encore faudrait-il que la politique confédérale soit elle-même une alternative à la crise. Or, ce n'est pas le cas à partir du moment où l'on considère que le plan gouvernemental est amendable et que l'on s'enferme dans un faux débat : se soumettre aux contraintes du marché international ou fermer les frontières.

Le volet social au plan du gouvernement proposé par la confédération — réduction du temps de travail non intégralement compensée et partage du travail pour créer des emplois —, même réalisé à une large échelle, ne peut compenser les pertes d'emplois résultant de la modernisation accélérée des outils de production, nécessaire si on veut être compétitifs sur le marché international.

De même, l'idée des fonds d'investissements salariaux proposés actuellement a pour objectif de réhabiliter le rôle d'entrepreneur du patronat en faisant pression sur lui sans remettre en cause son rôle dans l'économie ; ce qui est incompatible avec un projet de transformation sociale.

Dans ce cadre, comme Edmond Maire l'a encore réaffirmé dans *le Matin* du 9 mai, la réduction de la consommation et du pouvoir d'achat correspond à la recherche d'un nouvel équilibre entre patronat et syndicats et l'aménagement du temps de travail devenant la nouvelle contrepartie aux gains de productivité laissés à la seule initiative patronale.

Les travailleurs ne se mobiliseront pas pour des perspectives aussi peu crédibles ; ils n'adhéreront pas à une organisation syndicale qui ne vise qu'à être l'anesthésiste de la chirurgie du gouvernement et du patronat.

Une autre stratégie est possible à partir d'une réactualisation des objectifs de restructuration élaborés par la CFDT.

Propos recueillis par Pierre Rème.

Il continue et forme un « recours hiérarchique », contre l'inspection du travail auprès du ministre.

Ce 22 avril, Jack Ralite vient d'accepter le licenciement, avec des nuances : « dans le respect des règles statutaires de l'organisation ». Or, celles-ci précisent que seul un congrès peut décider une restructuration entre branches syndicales au sein de la fédération...

Rien n'est réglé donc. Et cela sera mis à profit par tous ceux qui rejettent les méthodes antidémocratiques au sein de la CFDT.

Serge July est-il devenu rocardien ?

Depuis quelques semaines, *Libération* publie des éditoriaux de Serge July délibérément orientés en soutien au courant Maire-Delors. Au nom sans aucun doute de la lutte contre tout ce qui est « ringard ».

Mais cela se présente « en pleine indépendance ». Et sans rapport avec l'entrée de financiers et P.-D.G. à Libé. Son directeur répète que cela leur « laisse toute leur liberté d'expression ».

Qui irait en douter ? Chacun sait que « l'argent n'a pas d'odeur ». Cependant, sans y voir l'influence directe de l'argent, chacun voit aussi que Libé « précise » son orientation politique.

Récemment, par exemple le 29 avril, l'article éditorial de July, contre le texte publié dans *le Monde* par Jean Poperen, en donnait un bel échantillon. July caractérisait ce texte de « *maladroit et archaïque* » en page 7 pendant qu'un article de page 6 rapportait avec satisfaction : « *Un rocardien, méprisant, commente : "rien de neuf chez Poperen"* ». July ajoutait qu'« ils croient (les archaïques) plus facile de mobiliser contre une droite supposée factieuse que de s'attaquer au déficit du commerce extérieur ». De quoi mettre du baume au cœur de Jacques Delors.

Ces curieux alignements de langage sont plus révélateurs qu'on ne le croit au premier

abord !

Voici donc quelques détails utiles. Sous toutes réserves puisque les personnalités en question n'ont pas encore jugé bon de faire connaître au bon peuple de gauche et du centre droit les productions issues de leur collaboration...

July, ces derniers temps, pour compléter son quotidien, aurait créé un club politique ; avec le courant le plus à droite de ce que les médias appellent bizarrement « la deuxième gauche ». Dans cette liste des fondateurs du club, on trouve pêle-mêle : Jean Kaspar (choisi par Edmond Maire comme son numéro deux), Pierre Rosenthal (un des idéologues officiels de la direction de la CFDT), Alain Minc (économiste marquant sous Giscard), Robert Lyon (ancien chef de cabinet de Mauroy), et l'un des frères Riboud (P.-D.G. de leur état).

Une belle brochette, dont l'association avec Serge July devrait produire « du neuf » !

En réalité, on le voit donc, ce n'est en rien « une affaire de gros sous » : si l'entrée de gros actionnaires dans *Libération* a eu lieu, c'est tout simplement que la réflexion politique de son directeur se rapprochait de plus en plus de celle de certains secteurs du patronat, du patronat « résolument moderne » bien sûr. Comme quoi, même sans odeur, l'argent peut avoir une couleur politique !

P. R.

Une loi gaulliste contre les postiers

Le 30 avril au matin, les postiers du centre de tri de Rouen ont reçu une lettre individuelle leur « rappelant la loi de 1963 » qui interdit les grèves tournantes et impose un préavis de grève de cinq jours francs (voir *Rouge* du 6 mai). Un « coup de poing » contre les luttes qu'ont menées les postiers ces dernières semaines !

Une loi de 1963, utilisée cette année pour faire passer la suppression de 300 emplois, la remise en cause d'avantages acquis, souvent par la lutte.

« Après Toulouse, Vannes, Montparnasse, explique la feuille LCR des postiers de Rouen, vague de luttes victorieuses qui a marqué les centres de tri, le ministère essaie de marquer un temps d'arrêt. Mexandeu veut appliquer coûte que coûte la politique d'austérité aux PTT. Notre lutte est un test pour l'administration, il faut organiser une riposte à la hauteur de la provocation ! »

« Des dizaines de centres sont touchés. Le gouvernement a peur que cette politique d'austérité-là pousse encore de nombreux postiers à réagir contre les suppressions d'effectifs. »

Mais comment expliquer l'inaction des fédérations syndicales PTT ? Il suffit de lire *le Quotidien du service central d'information des PTT*, feuille confidentielle distribuée aux responsables de l'administration. Cette « circulaire » faisait, dans le courant du mois

dernier, la synthèse des audiences accordées par Mexandeu aux fédérations CGT, CFDT, FO et CFTEC : « Sur le problème de la grève d'une heure : le ministre a précisé que le principe du préavis sera réaffirmé, de même que l'obligation d'ouvrir des négociations. Il convient en tout cas de mettre fin, dans la concertation, à une utilisation pervertie des nouvelles avancées sociales qui portent préjudice au service public. Pour concrétiser cette concertation, une négociation d'ensemble sera entreprise concernant l'aménagement du travail aux PTT. » Averties le 12 avril, les fédérations n'en ont rien dit aux postiers... Les organisations syndicales, ayant rencontré le directeur régional de Rouen, se sont vu, pour leur part, opposer une interdiction de négocier émanant du ministère.

Les directions syndicales, invitées à négocier, sont renvoyées à une interdiction de négociation... comprenez qui voudra !

« Si vous cherchez les obstacles au changement, déclarait Autier, le directeur régional PTT, à une délégation de la CFDT PTT Rouen, vous ne tarderez pas à trouver le ministre lui-même, monsieur Mexandeu. » C'est ce qu'ont rappelé vingt postiers, délégués auprès du député PS Bourguignon par l'assemblée générale des travailleurs du centre de tri... Il refusera de prendre position en faveur des grévistes, se contentant d'annoncer qu'il « interviendrait à

tous les niveaux ».

Plus que jamais, c'est une véritable riposte centralisée contre la réduction des effectifs, pour la réduction du temps de travail 35 heures en jour 30 heures en nuit, mais aussi pour l'abrogation de la loi antigreve dont ont besoin les centres de tri comme tous les postiers... C'est ce que se refusent à faire les fédérations CGT et CFDT. Face à ce refus, l'appel de la CFDT à une grève de 24 heures le 26 mai, alors que depuis plus de deux mois une vingtaine de centres de tri sont entrés en lutte, apparaît comme un semblant de réponse aux exigences de la base. C'est un étouffoir que viennent de décider les dirigeants de la fédération CFDT PTT.

Auroux avait ressorti une ordonnance gaulliste pour interdire l'indexation des salaires sur les prix. Mexandeu en prend de la graine, avec une loi de 1963, que combattaient à l'époque ceux qui sont au PS aujourd'hui. Les postiers sont en droit, tout à fait en droit, de demander des comptes... aux députés du PS et du PC qu'ils ont élus. Approuvent-ils ces lois-là ? Il est facile de répondre à une question aussi simple.

Correspondant

Le centre de tri Angers est en grève depuis quinze jours. Pour les 37 heures en jour et les 32 heures 30 en nuit. Après avoir débrayé une heure quotidiennement, ils font grève quatre heures par jour depuis lundi 9 mai.



L'austérité pour l'école, 830 milliards pour l'armée

L'AUSTERITE ne frappe pas que le pouvoir d'achat. Elle réduit aussi les services offerts par l'Etat. La prochaine rentrée dans les écoles, collèges et lycées, menace d'être la pire depuis plusieurs années.

L'augmentation des élèves scolarisés n'étant pas compensée par les créations de postes d'enseignants, les effectifs par classe vont grimper. Les circulaires ministérielles expliquent avec insistance que le niveau de l'échec scolaire n'est pas en rapport avec le niveau des effectifs. Aux oubliettes, les vingt-cinq élèves par classe !

Le redéploiement des postes concerne aussi les agents de service dans les établissements.

Faute de moyens, encore, le ministère a attribué cette année des « enveloppes globales » d'heures d'enseignement à chaque collège, celui-ci devant les répartir entre les diverses disciplines et classes. Le résultat se solde par la suppression d'enseignements « mineurs » (disciplines artistique ou sportive, langues vivantes peu demandées, etc.).

Après que Haby eut supprimé les « dédoublements » (heure de travail

avec la moitié de la classe) au collège, Savary tente d'en faire autant dans les lycées : en commençant, à titre d'essai, par l'académie de Créteil.

Et puisqu'on manque de profs, il convient de les faire travailler plus : par exemple en intégrant de façon autoritaire des heures supplémentaires dans leur emploi du temps.

Le SNES a chiffré à 7 000 le nombre de postes à créer pour la rentrée 1983, simplement pour éviter une dégradation par rapport à celle de 1981.

Le discours pédagogique du ministère s'efface derrière cette réalité : il n'y aura pas de changement à l'école, si les conditions matérielles d'enseignement se détériorent.

C'est donc avec passablement d'écœurement que les enseignants ont appris que le gouvernement donnait à l'armée ce qu'il refusait à l'école : une augmentation sensible des crédits, programmée sur cinq ans s'il vous plaît !

Eh bien, il ne nous plaît pas du tout que 830 milliards de francs lourds soient engloutis pour la guerre. L'austérité pour l'armée, oui. Pour l'école, non !

N. J.

PSU Participation gouvernementale ou pas ?

La conférence nationale du PSU, préparatoire au prochain congrès extraordinaire, s'est tenue les 7 et 8 mai à Colombes. Les débats portent sur la question de la participation ou non au gouvernement.

Cinq textes ont été déposés. Un texte du courant groupé autour de Bouchardeau. Un texte signé de Salvator qui représente la partie de l'ex-courant C restée favorable à la participation gouvernementale. Un texte signé de Leduc et Ravenel qui, membres de l'ex-courant C, se sont opposés à l'entrée de Bouchardeau au gouvernement. Le texte de la gauche du PSU, courants A et D lors du congrès de Nantes. Il faut y ajouter un cinquième texte, dans la lignée de l'ex-courant B, présenté par Comparat, qui a une tonalité basiste et ne se prononce pas sur la question clé du débat.

Le congrès extraordinaire se tiendra du 10 au 12 juin à Vénissieux.

EN SOUSCRIPTION PARUTION LE 20 JUIN 1983 GRAINE ROUGE

Jules Fourier prix public 57 F

La vie d'un ouvrier du bâtiment de la région d'Angers, qui débarqua à Paris à la fin des années vingt, milita à la CGTU, fut élu député du Front populaire dans le 15^e arrondissement, devint permanent du PCF chargé de l'agit-prop, participa aux Brigades internationales en Espagne, refusa le pacte germano-soviétique, entra dans la résistance avec un groupe de réfugiés espagnols, fut déporté à Buckenwald, milita au PSA et au PSU durant la guerre d'Algérie, adhéra à la tendance socialiste révolutionnaire du PSU puis devint trotskyste militant de la Ligue communiste révolutionnaire.

Je souscris pour exemplaires à 45 francs + F
Frais de port : exemplaire x 6 F + Total : F
Je passerai le prendre à la librairie la Brèche
9, rue de Tunis 75011 Paris (M^o Nation).

Je souhaite le recevoir à l'adresse ci-dessous.
Je paierai pour cela 6 francs de port par exemplaire commandé.

Nom : Adresse :
Prénom :

Chèque et bulletin à retourner à : PEC 2, rue Richard-Lenoir 93100 Montreuil.

SOUTIEN FINANCIER A LA LCR

Accroître les moyens financiers de la LCR, c'est soutenir politiquement son combat !

De ce point de vue, nous ne pouvons compter que sur nos propres forces et sur votre aide !

Ci joint pour soutenir financièrement le combat de la LCR.
Nom
Prénom Adresse
Profession Syndicat
LCR/sympathisant/autre parti
Mention très courte pour le journal

CHEQUES A L'ORDRE DE LA LCR (envoi à Michel Rousseau, 2, rue Richard-Lenoir 93108 Montreuil)

BELGIQUE

Les femmes contre le chômage, contre le travail à temps partiel

La Belgique, avec un des taux de chômage les plus élevés d'Europe, 12,2 % de la population active, est pour nous un exemple intéressant à connaître. Ce pays constitue un véritable ballon d'essai pour l'application des plans patronaux de restructuration.

En même temps, la manière dont s'organise la riposte, dans le mouvement des femmes et le mouvement ouvrier, est une expérience précieuse pour toutes les travailleuses et tous les travailleurs des pays d'Europe qui subissent les mêmes attaques.

Le gouvernement Martens, de tendance démocrate-chrétienne, a d'abord pratiqué une réduction du temps de travail avec « modération » salariale, ce qu'essaie de faire Delors en France. En Belgique, deux tiers des salariés ont été touchés par ses mesures. Il faut noter que cela n'a en rien diminué le chômage !

Aujourd'hui, ce gouvernement passe à une seconde étape visant directement l'emploi des femmes, il lance une campagne en faveur du travail à temps partiel à grand renfort de moyens publicitaires.

Le ministère du Travail a édité une brochure : « Le travail à temps partiel : peut-être une solution pour vous ? » le but : essayer de démontrer qu'un couple dont un des conjoints passerait du temps plein au temps partiel — on ne précise pas lequel, évidemment — ne prendrait financièrement pas autant que l'on croit, compte tenu du calcul de l'impôt !

Pour mieux faire passer cette pilule, particulièrement amère pour nombre de travailleuses — celles des grands magasins à qui on a offert le choix entre le temps partiel ou la porte ou celles de Bekaert-Cokerill, licenciées pour avoir refusé d'obtempérer —, il serait question d'améliorer le statut des travailleurs à temps partiel. Jusque-là, ceux-ci ne pouvaient bénéficier, dans de nombreux cas, du droit à la Sécurité sociale et à la retraite, et ne touchaient des allocations de chômage que pendant un nombre très limité de jours.

Des l'année 1980 s'est forgé un

front commun des « femmes contre la crise », avec le mouvement des femmes, des femmes de la FGFB, de la CSC, et les groupes féministes socialistes.

Ce collectif a joué un rôle important dans les mobilisations des travailleuses de Bekaert-Cokerill, de Concord, des galeries Anspash. Il a

Le mouvement ouvrier belge est, de tradition, un des plus organisés d'Europe, avec deux millions et demi de syndiqués, 75 % des salariés.

Les deux syndicats ouvriers sont la FGFB, syndicat socialiste qui est hégémonique en Wallonie. La CSC, Confédération des syndicats chrétiens, liée à la démocratie chrétienne, actuellement au gouvernement, mais dans laquelle existe de forts courants luttes de classe. Cette dernière centrale est majoritairement implantée en Flandres.

été à l'initiative de manifestations nationales comme celle du 5 mars dernier à Bruxelles où 7 000 personnes ont défilé en exigeant une réduction du temps de travail avec maintien des salaires et embauches compensatoires, la suppression de la notion de revenu du ménage, le maintien du pouvoir d'achat et l'indépendance économique des femmes.

Forte de cette expérience, la délégation des femmes belges, compo-

sée de militantes du collectif « femmes contre la crise », de responsables de la FGFB et de la CSC, a participé activement à la rencontre de Turin (voir *Rouge* n° 1061) et a contribué à faire des propositions pour que la lutte des femmes s'organise au niveau européen.

Maria et Geneviève, déléguées à Turin, pour la CSC, ont bien voulu nous accorder une interview. Nous les en remercions.



Femmes et syndicats

• Une interview de deux syndicalistes belges déléguées à la conférence internationale des femmes à Turin

• **Pouvez-vous nous expliquer comment cela se passe pour les femmes dans le syndicat ?**

— **Maria** — Nous sommes toutes deux permanentes du service syndical des femmes dans la Confédération des syndicats chrétiens (CSC). C'est un service qui est interprofessionnel, il y a deux responsables nationales et des responsables par régions.

Nous faisons de l'information, de la formation syndicale sur les questions qui intéressent les femmes. Par exemple, les femmes et la fiscalité, la politique familiale, etc.

Chaque année, un thème, choisi par les femmes elles-mêmes, fait l'objet d'une session de trois jours dans toutes les régions. Ces réunions se font sur le temps de travail.

— **Geneviève** — L'important, c'est que comme ça nous avons l'occasion de nous rencontrer et de nous exprimer, ce que nous ne pou-

vous pas toujours faire dans le syndicat.

Nous avons travaillé deux années sur la place des femmes dans la CSC. Combien d'entre nous dans les instances, ayant des responsabilités, etc.

Il y a aujourd'hui quelque 26 permanentes payées pour les femmes, des permanentes par secteur professionnel et aussi des commissions femmes dans les syndicats.

• **Est-ce que cela a permis de faire avancer la prise en charge des revendications des femmes par le syndicat ?**

— **Geneviève** — Oui, le fait qu'on ait renforcé notre position dans la CSC a sans nul doute eu des répercussions, même si on a l'impression de ne pas avancer très vite au niveau des actions.

Dans les luttes contre les effets de la crise et contre le patronat, les femmes sont à l'avant-garde bien souvent. Elles sont directement con-

cernées, les premières touchées. Avec notre participation à la coordination des « femmes contre la crise », les femmes du syndicat font des propositions plus avancées. Par exemple, dans l'entreprise Philips, à Dendermonde, ce sont les femmes qui ont organisé la lutte contre le temps partiel, qui ont poussé à l'unité avec la FGFB. Cela malgré que la direction du syndicat n'ait pas été vraiment d'accord. Et elles ont gagné !

Pour Bekaert-Cokerill, c'est pareil, les femmes ont réagi. Malheureusement, il a fallu plusieurs semaines avant que la lutte soit connue et que la solidarité se manifeste nationalement. C'est une de nos faiblesses. Et il peut encore se produire des cas semblables.

• **Vous êtes dans la coordination des « femmes contre la crise ». Quelle est la position de la CSC sur le temps partiel ?**

— **Maria** — La CSC était pour la réduction du temps de travail sans réduction de salaire. Sous la pression du patronat, elle a changé de position. Mais les femmes ne sont pas d'accord. Avec la crise, les problèmes que rencontrent les femmes dans la vie quotidienne et au travail deviennent de plus en plus aigus.

Le militantisme des femmes est profond : elles remettent tout en question et elles vont jusqu'au bout.

— **Geneviève** — Notre participation à la coordination des « femmes contre la crise », ça a été une lutte de plus d'un an dans le syndicat.

S'il n'y avait pas eu l'initiative des féministes du mouvement des femmes en direction des syndicats, nous n'aurions jamais manifesté en tant que femmes des syndicats.

Et cela a été positif car cela nous a permis de faire avancer le débat sur la question des femmes dans le syndicat, de mobiliser les travailleuses. Beaucoup ont manifesté pour la première fois en tant que femmes syndicalistes, le 8 Mars 1982.

• **Comment êtes-vous venues à cette rencontre internationale de femmes à Turin ?**

— **Maria** — Nous sommes officiellement mandatées par le syndicat. Cela a été possible parce qu'on beaucoup discuté dans les commissions féminines de la plate-forme de la coordination des « femmes contre la crise ». Le syndicat a soutenu les manifestations qui ont eu lieu en 1982 et 1983 en Belgique. Nous avons, chaque fois, négocié avec la direction nationale pour que toute l'organisation syndicale adhère aux initiatives. Nous recommencerons pour 1984 !

Propos recueillis par Sonia Folloni



Echec à Jaruzelski

•Solidarité tire profit de la crise de la bureaucratie. Toutes les centrales syndicales dissoutes en octobre 1982, opposent leur entente à la politique du régime

VOTEE le 8 octobre dernier, la loi sur les syndicats a « détruit l'acquis plus que centenaire des divers courants du mouvement syndical ». L'action des autorités « révèle clairement un projet d'assurer un monopole à des syndicats placés sous la tutelle de l'Etat employeur ».

Ce jugement sur la politique du général Jaruzelski c'est celui des principaux dirigeants de toutes les organisations syndicales dissoutes en octobre dernier. Du président de Solidarnosc et de deux de ses camarades, mais

aussi de dirigeants de syndicats successivement propulsés sur la scène par la bureaucratie elle-même, après la décomposition en automne 1980 de la centrale unique sous sa botte. On trouve ainsi parmi les signataires Bogdan Fiutowski, dirigeant de la Confédération des syndicats autonomes, et deux de ses amis, Antoni Lopata, président du Syndicat des enseignants (ZNP) et un de ses adjoints, et enfin Albin Mercel et Jan Simon, respectivement dirigeants des syndicats du bâtiment et de celui des métallurgistes, tous deux principaux animateurs de la Confédération

des syndicats dits « de branche ».

Des revendications portées par Solidarnosc

Exigeant « le rétablissement des libertés syndicales », tous les signataires font leurs les mots d'ordre de la résistance clandestine : respect du pluralisme syndical, libération de tous les prisonniers politiques, réintégration de tous les syndicalistes licenciés à leur poste de travail.

Et, ultime pied de nez à la junte qui ne cesse de parler d'« entente nationale », les signataires qualifient leur lettre ouverte à la Diète de « preuve que le mouvement syndical pluraliste est capable de conclure une entente sur les questions d'intérêt fondamental pour tout le monde du travail, la nation et l'Etat. » Une entente donc, mais sans Jaruzelski et contre sa politique.

En été dernier, des militants de Solidarnosc s'étaient déjà adressés au pouvoir en commun avec ceux des syndicats autonomes. Mais il s'agissait alors de quémander des négociations. Aujourd'hui, même si le ton est courtois, c'est d'exigences qu'il s'agit. Et les signataires ne s'engagent à rien, même pas à négocier.

En dehors de militants de Solidarnosc, qui peuvent se prévaloir du soutien des structures syndicales clandestines, dont le 1^{er} Mai vient une nouvelle fois de rappeler la vitalité, il est vrai que les autres ex-dirigeants ne représentent pas grand chose. Ils n'ont pas, eux, la capacité de mobiliser des dizaines de milliers de travailleurs, même si la presse clandestine a régulièrement relevé ces derniers mois la participation d'anciens membres de syndicats de branche et de membres du parti aux actions de protestation de Solidarnosc dans les usines.

Un révélateur

Mais leurs signatures, à côté de celle de Walesa, et en particulier celles de dirigeants de syndicats « de branche », n'en sont pas moins significatives de la crise que traverse aujourd'hui la bureaucratie polonaise. Crise qui conduit — cela mérite d'être souligné — un Melcer, proche collaborateur d'Albin Siwak, le

chef de file des « durs » du POUP et membre de son bureau politique, à passer alliance avec Lech Walesa, représentant de Solidarnosc.

Cette crise, ravivée par l'attaque en règle de l'hebdomadaire soviétique *Temps nouveaux* contre le vice-premier ministre Rakowski (qui depuis plus de dix ans avec une remarquable constance s'est fait le propagateur du retour à l'économie de marché et de la lutte contre les vestiges d'égalitarisme), conduit aujourd'hui certains secteurs de la bureaucratie à s'opposer de plus en plus directement aux militaires et technocrates du pouvoir.

Et la pression pour que l'état de l'état de guerre la mainmise de l'armée sur la vie sociale se desserre, ne faiblit pas : même au sein du PRON — cette organisation montée de toutes pièces par la junte après le coup du 13 décembre 1981 — des voix réclamant un retour à l'Etat du droit se sont élevées lors de son récent congrès.

Ainsi, le front uni de la bureaucratie, qui s'est constitué face à la montée du mouvement de masse en décembre 1981, se désagrège. Et cela d'autant plus vite que ses fondements étaient fragiles et que Jaruzelski n'est jamais parvenu à s'imposer comme un bonaparte.

En profitant des failles ainsi apparues, Lech Walesa et ses camarades ont une fois encore fait preuve d'un sens tactique hors pair. Car, tout en aggravant les divisions au sein de la bureaucratie et en affaiblissant la junte militaire, la lettre commune des dirigeants syndicaux ne pourra que renforcer les structures syndicales clandestines dont elle reconnaît — fut-ce implicitement — la légitimité des revendications et le bien fondé des actions de protestation.

Cyril Smuga



Le pied de nez de Solidarnosc à Jaruzelski.



Questions au PCF

AU lendemain des manifestations du 1^{er} Mai en Pologne, le quotidien du PCF osait écrire : « Les contremanifestations ont subi un échec relatif (...) L'affrontement décisif entre l'opposition et le gouvernement n'a pas eu lieu. » Devant la mort d'un ouvrier, Ryszard Smagur, à Nowa-Huta, *l'Humanité* avait même le front d'affirmer : « On ne sait pas encore les causes de sa mort. »

Heureusement, les analyses de *l'Humanité* n'ont rien à voir avec la réalité comme vient une nouvelle fois de le prouver la réunion clandestine de toutes les structures syndicales en activité avant la proclamation de l'état de guerre.

Cela n'interroge-t-il pas les dirigeants de la place-du colonel Fabien ? Même les bureaucrates des syndicats de branches — émanation du régime et que soutenait jadis le PCF — éprouvent aujourd'hui le besoin de prendre leurs distances avec Jaruzelski. Voilà une preuve indiscutable que celui-ci ne dispose que d'une base sociale de plus en plus restreinte.

Solidarité, les syndicats de branche, les syndicats autonomes et le syndicat des enseignants exigent en commun l'amnistie des condamnés depuis le 13 décembre 1981

la réintégration des personnes licenciées en raison de leurs activités syndicales et politiques, le rétablissement du pluralisme syndical. Comment une organisation ouvrière digne de ce nom pourrait-elle refuser de s'associer à un tel appel, surtout lorsque ses propres amis font partie des initiateurs ?

Cela ne pose apparemment pas de problèmes de conscience aux responsables communistes. *L'Humanité* du 9 mai passait totalement sous silence la déclaration des dirigeants de syndicats mais informait largement ses lecteurs sur les congrès du fantomatique Mouvement patriotique de renaissance nationale (PRON), créé par la dictature. « Même avec ses insuffisances », écrivait Jacques Dimet, *le congrès du mouvement marque une pratique nouvelle dans la vie politique en Pologne. »*

Plutôt que de reconnaître la légitimité — que nul ne peut plus contester — des revendications du mouvement ouvrier polonais, la direction du PCF préfère soutenir les initiatives d'une dictature qui ne tient que par l'emploi de la force armée. Combien de temps pourrait-elle se tenir à une position aussi scandaleuse ?

C. P.

Désarmer l'impérialisme !

● Les états généraux du 7 mai à l'initiative du Mouvement de la paix, par leur caractère unitaire sont un premier pas vers une vaste mobilisation

PRES de 1 500 personnes ont participé, le samedi 7 mai, aux états généraux de la région parisienne pour le désarmement. Organisé à l'initiative du Mouvement pour la paix, ce rassemblement prenait le caractère d'une vaste confrontation entre deux courants différents du mouvement ouvrier et antiguerre. Parmi tous ceux qui soutenaient les états généraux — aux côtés des personnalités du monde artistique et culturel comme Simone de Beauvoir, Jean-Pierre Chabrol et Michaël Lonsdale —, on trouvait les socialistes Pierre-Luc Séguillon et Gisèle Halimi, des syndicalistes comme Bernard Lacombe ou Nora Tréhel, des responsables du PCF comme Gisèle Moreau, des vieux militants pour le désarmement comme l'amiral Sanguinetti, ainsi que notre camarade Alain Krivine.

Rendant compte des travaux de l'un des carrefours de discussion, Pierre-Luc Séguillon devait longuement saluer cette « volonté de convergence ». Tout comme Bernard Lacombe, à qui il revint en séance plénière, de tirer les leçons de la journée : « La diversité qui existe parmi nous, les divergences et des désaccords qui subsistent dans l'analyse des problèmes sont caractéristiques de la profondeur et de la richesse du mouvement pour le désarmement dans notre pays. »

A qui profite la course aux armements ? De quelle manière les grands groupes capitalistes utilisent-ils le surarmement pour accroître leurs profits dans cette période de crise ? Qu'en est-il du prétendu déséquilibre militaire entre l'Est et l'Ouest ? Quels sont les effets de la terrifiante logique actuelle sur les conditions de vie des peuples, tant dans les métropoles industrialisées que dans les pays du tiers monde ? Tels furent les thèmes les plus amplement débattus — non sans parfois une certaine vivacité — au cours de ces états généraux.

Une question devait toutefois traverser tous les « carrefours » et donner lieu aux échanges les plus passionnés : la place de la France dans l'offensive de remilitarisation des classes dominantes à l'Ouest. Nombreux sont en effet ceux qui sont aujourd'hui choqués. Le gouvernement issu du 10 mai, en calquant son attitude envers l'URSS sur celle de Washington, encourage un climat qui n'est pas sans évoquer la guerre froide. Il augmente massivement les dépenses d'armement, ce qui apparaît d'autant plus scandaleux, qu'il appelle en même temps les travailleurs à se serrer la ceinture. Enfin, il poursuit une politique de ventes d'armes aussi cynique que par le



passé et qui contribue au gaspillage des ressources matérielles et humaines du tiers monde.

Se faisant l'écho de ces discussions, Yves Goussault — qui présidait le forum consacré aux incidences de la course au massacre sur le bien-être des peuples et le développement — devait très justement déclarer qu'il serait du devoir de la gauche au pouvoir de cesser d'adopter une « politique de puissance, du point de vue de ses ventes d'armes, de ses alliances, de ses bases... ».

Un tremplin pour l'action commune

Par son caractère unitaire, par l'ample confrontation qu'elle a permis entre des forces et des sensibilités différentes, l'initiative du 7 mai constitue un premier pas dans le sens d'une vaste mobilisation populaire contre le réarmement des puissances capitalistes.

Cela ne peut que nous réjouir au moment où l'impérialisme se fait plus menaçant. Reagan et ses alliés intensifient les programmes de modernisation de leur potentiel militaire respectif au risque de conduire l'humanité à un véritable holocauste. Ils

entendent déployer à la fin de cette année, dans plusieurs pays, de nouvelles armes de théâtre qui préparent une éventuelle « guerre limitée » en Centre-Europe. Parallèlement l'administration américaine menace le Nicaragua révolutionnaire, cherche à briser les luttes populaires dans toute l'Amérique centrale et à isoler Cuba.

Tout doit donc être rapidement mis en œuvre pour que s'affirme dans notre pays, un mouvement comparable à celui qui se développe dans les autres pays européens et aux Etats-Unis. Un mouvement qui ne doit limiter aucune divergence au sein du mouvement ouvrier et qui pourrait culminer dans une immense journée internationale de mobilisation à l'automne prochain.

C'est dans cet esprit et porteuse de ces propositions que la LCR a participé aux états généraux du 7 mai et qu'elle se rendra à la convention internationale organisée à Berlin les 14 et 15 mai. C'est également le sens qu'elle donne à son appel à manifester le 19 juin, date à laquelle les initiateurs de la grande marche pour la paix de 1982 — plus connus sous la dénomination de « l'Appel des Cent » — organisent une nouvelle initiative de masse à Paris.

Christian Picquet

ARGENTINE

Plus de disparus, seulement des morts

Les diverses organisations de défense des droits de l'homme estiment entre 20 et 30 000 les « disparus » argentins, depuis le coup d'Etat de 1976. Eh bien, selon un récent document de la junte militaire, il n'y en a plus ! Ou plus exactement il n'y a plus que des morts : « Quiconque figurant sur la liste des disparus et n'étant ni en exil ni dans la clandestinité, est considéré juridiquement et administrativement mort, même si l'on ne peut pour le moment préciser la cause et les circonstances de son éventuel décès, ni le lieu de sa sépulture. » Le cynisme des militaires argentins n'a pas de limite. Les disparus-morts seraient des « terroristes » abattus durant des actions, des « suicidés au cyanure » (pour ne pas parler), ou même des personnes assassinées par leurs propres camarades lors de règlements de compte ! Du terrorisme pratiqué par l'Etat, pas un mot...

Quitte à paraître incohérents, ils reconnaissent tout de même, que dans « ce contexte quasi apocalyptique des erreurs furent commises ». Pourtant ils n'hésitent pas à être précis pour éviter tout recours à la future justice civile : les « erreurs » ont été « exécutées en service ». En clair : les exactions des militaires ne pourraient être jugées que par des tribunaux militaires. A chacun sa justice. De toute façon, « ces erreurs restent sujettes au jugement de Dieu » !

Ce fameux « document final sur



la lutte contre le terrorisme et la subversion » a provoqué un tollé général. Pourtant les militaires ont lié leur retour aux casernes à l'acceptation de cette version des faits.

Mais les mères de la place de mai ont déjà refusé de se plier à de telles conditions pour un éventuel retour à un régime civil. Quelle vait-être l'attitude des partis qui postulent à entrer au Parlement devant cette exigence ? Quelle sera leur attitude face à la corruption organisée par les états-majors, expliquant au moins en partie la dette extérieure ? Leur tactique jusqu'à maintenant a été subordonnée au maintien d'un « consensus » avec la dictature, pour une transition négociée. Accepter ces nouvelles exigences des militaires c'est accepter que l'institution militaire continue à jouer un rôle décisif après les élections qui devraient avoir lieu en novembre prochain.

Isabelle Quetzal

URUGUAY

Cent mille manifestants contre la dictature

« Liberté, liberté », « Elle va finir la dictature militaire », sont les slogans scandés par cent mille personnes à Montevideo le 1^{er} Mai dernier. Pour la première fois depuis dix ans, le peuple uruguayen renouait, sur le parvis du Parlement, avec la traditionnelle manifestation du mouvement ouvrier. Elle se faisait à l'appel des organisations syndicales créées sous la dictature et par les partis autorisés. En donnant leur accord, les dirigeants militaires, parmi les plus répressifs d'Amérique latine, voulaient-ils rendre plus crédible leur promesse « d'ouverture démocratique » ? Ont-ils jugé que l'interdire aurait des répercussions politiques trop graves ? La crise économique frappe de plein fouet le pays, déjà en ruines. Plus d'un tiers des trois millions d'habitants ont dû émigrer pour trouver du travail ou pour des raisons politiques. On retrouvait ces préoccupations au niveau des revendications formulées : défense de l'emploi et du pouvoir d'achat, libertés pour les prisonniers politiques.

Ce 1^{er} Mai apparaît comme le « troisième plébiscite contre les militaires ». Le premier avait été le référendum de 1980 (une majorité de « non » à la constitution proposée par le régime), le second : les élections à l'intérieur des partis en novembre 1982 (80 % des voix pour les opposants à la dictature).

I. Q.



A lire : « L'Economie des armes »

ALORS qu'on parle quotidiennement de menaces de guerre, que se prépare en Europe le déploiement des fusées Cruise et Pershing et que le gouvernement vient d'accroître son budget militaire de 175 milliards sur les cinq prochaines années, il n'est pas inutile de revenir sur le coût matériel et humain des dépenses d'armement. Un livre y aide : *L'Economie des armes* de Joseph Fontanel.

L'auteur n'est pas marxiste, ni même antimilitariste. Il reprend à son compte de vieilles légendes comme celles qui voient dans la course à la production d'engins de mort la satisfaction d'un « besoin de sécurité » et « une condition nécessaire (mais insuffisante) du développement économique ».

Il n'en reste pas moins que Fontanel cite des faits nombreux et indiscutables. Ainsi, dit-il, « au moment où s'affirme cette course

aux armements, un demi-milliard d'hommes souffrent très gravement de la sous-nutrition ; 10 % des dépenses militaires mondiales permettraient d'y remédier par un développement de l'agriculture. Il faudrait 500 millions de dollars pour combattre avec succès le paludisme : cela représente le quart du coût d'un sous-marin lance-missiles Trident entièrement équipé, ou dix fois le prix du destroyer Sheffield, coulé par l'armée argentine dans le conflit des Malouines ».

De même, l'ouvrage décrit la réalité et l'ampleur du complexe militaro-industriel à l'Ouest. Aux USA, 45 des 100 plus grandes firmes industrielles reçoivent les plus forts contrats du Pentagone.

Fontanel dépeint également les effets de la militarisation des économies sur les pays du tiers monde : « L'autonomie d'une nation

est d'autant plus affectée que le partenaire privilégié exerce sur elle une emprise plus structurelle ; la grande majorité des pays du tiers monde, du fait notamment de l'action des armes, sont ainsi soumis à des influences qui paraissent irréversibles. La technologie occidentale (...) domine le développement industriel et agricole international et elle oblige les pays pauvres à suivre un mode de développement totalement inadapté à leurs besoins. »

L'auteur apporte enfin des éléments intéressants de réflexion sur une éventuelle reconversion de l'industrie d'armements. Pour toutes ces raisons, il faut lire *L'Economie des armes*, quelles que soient ses limites.

C. P.

« L'Economie des armes », de Joseph Fontanel. Editions Maspéro-La Découverte. 28 F.

cabiers du féminisme

FRANCE : La loi antisexiste

IRLANDE : Référendum pour le droit du fœtus

La résistance des Salvadoriennes contre la dictature

droit à l'emploi pour toutes

classeur Politique féministe

15F

n° 149

INPRECOR

INTERCONTINENTAL PRESS

MOYEN-ORIENT

Un an après l'invasion israélienne au Liban

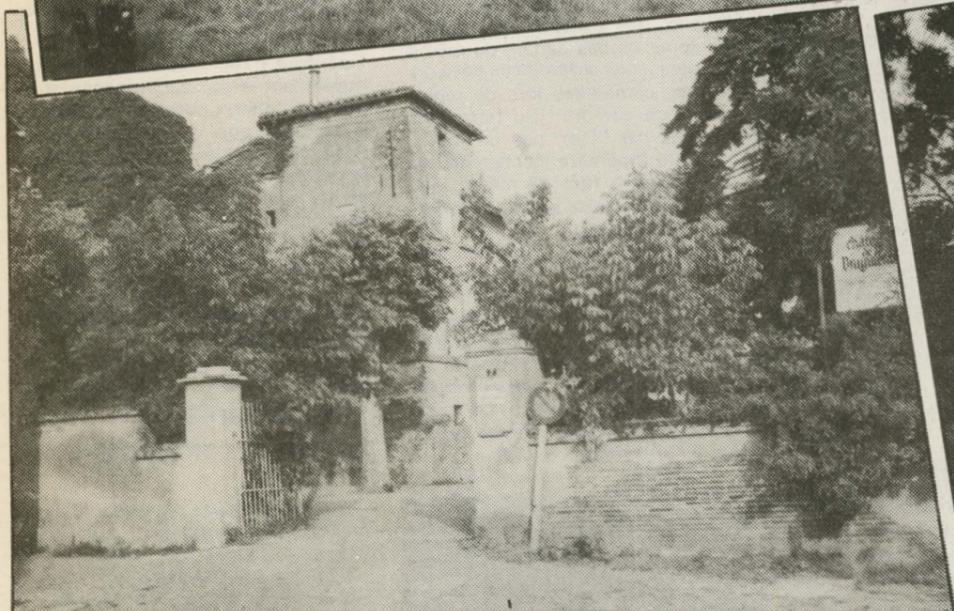
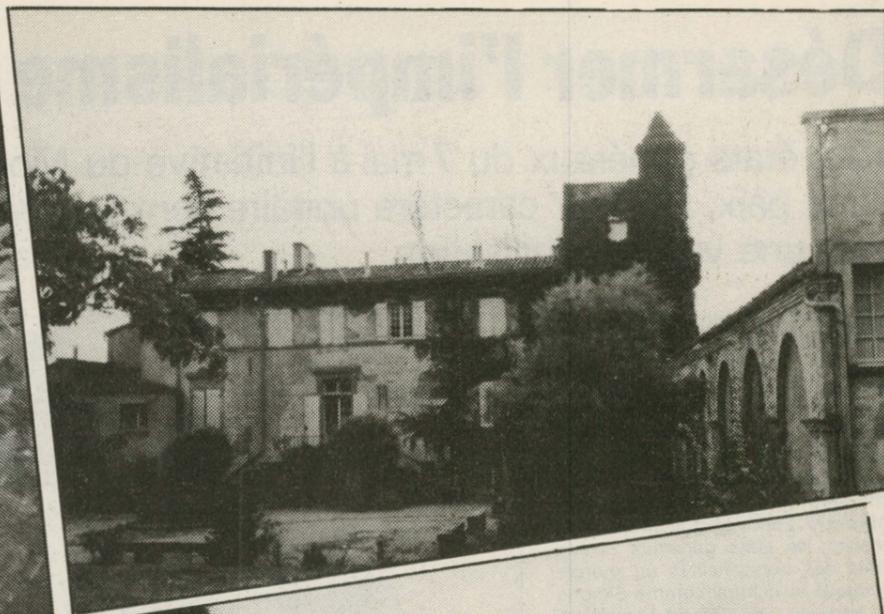
Solidarité avec

Somalia

AMÉRIQUE CENTRALE

La subversion américaine devenue outil de l'occupation du territoire national de secours des USA

Commandes à la PEC (2, rue Richard-Lenoir 93108 Montreuil).



Cet été, du 16 juillet au 13 août

4 stages de formation

Cet été, dans un cadre agréable et de bonnes conditions de travail, consacrez une semaine à la formation politique.

Alors qu'en cours d'année, nous le savons tous, il est difficile de consacrer du temps à la lecture et à la formation politique, la période d'été est plus favorable. Participer à un des stages d'été que la LCR organise depuis des années est la formule la plus efficace — et la plus sympathique ! — pour acquérir ou renforcer sa formation politique.

Il est possible de venir en famille, une crèche-garderie est organisée pour les enfants durant les sessions de formation. Des temps de détente et de lecture sont prévus...

CET été, comme les années précédentes, la LCR organise des stages de formation politique élémentaire. Ces stages sont ouverts aux camarades sympathisants de la LCR, lecteurs de *Rouge*, toutes celles et tous ceux qui sont intéressés par la politique défendue par la LCR.

• Voici quelques-uns des thèmes traités :

- les enjeux de la situation politique actuelle
- la crise du capitalisme
- le mouvement ouvrier :

classe, syndicats et partis
— la social-démocratie et le PS
— le stalinisme et le PCF
— la lutte des femmes contre leur oppression
— internationalisme et Internationale
— la révolution en Amérique centrale
— la révolution politique dans les pays de l'Est.

• Comment on travaille dans ces stages ?

- des exposés en assemblée générale
- des discussions en petits

groupes pour permettre d'approfondir les thèmes abordés — des « commissions à la carte » pour débattre d'autres sujets que ceux prévus dans le programme

— des heures de lecture, de détente et de loisirs...

Les stages se déroulent dans le Midi, dans la grande région de Toulouse. Le logement se fait en chambres de 2, 3, 4 places. Il est possible de venir en famille. Chaque stage commence le samedi à 19 h avant le repas et se ter-

mine le samedi suivant dans l'après-midi.

Le prix est de 700 F tout compris (pension complète et matériel de formation). Une crèche-garderie est organisée durant les sessions de formation du matin et de l'après-midi. Le prix pour les enfants (lit et repas) est de 350 F.

Pour tout renseignement complémentaire, appeler le 8 59 23 00.

• **Les dates des stages :**
Stage n° 1 : du 16 au 23 juillet
Stage n° 2 : du 23 au 30 juillet
Stage n° 3 : du 30 juillet au 6 août
Stage n° 4 : du 6 au 13 août.

• **Pour s'inscrire :**

Il suffit de remplir le bulletin ci-contre et d'y joindre 200 F d'arrhes, soit en liquide, soit en chèque à l'ordre de la LCR, ainsi qu'une enveloppe timbrée à votre adresse.

Renvoyez le tout à :
LCR FORMATION ETE 83
2, rue Richard-Lenoir
93 108 Montreuil.

A REMPLIR

Nom : _____

Prénom : _____

Adresse : _____

Profession : _____

Lieu d'emploi : _____

Syndicat : _____

Responsabilité syndicale : _____

Stagiaire à la LCR : _____

Age :

en contact avec la LCR : _____

Sexe :

sans contact avec la LCR : _____

Numéro du stage choisi :

Je viens avec enfant(s), âgés de : _____

• j'irai en voiture et je dispose de _____ places(s)

• si c'est possible, j'aimerais profiter d'une place en voiture

• on peut me téléphoner

au n° _____

de _____ h à _____ h

Contre l'intervention yankee au Nicaragua, au Salvador et au Guatemala.

En solidarité avec la lutte des peuples d'Amérique latine et des Caraïbes.

Rassemblement le samedi 14 mai à 14 h place Beaubourg.

Dans le numéro de la semaine prochaine :

La fin de la série sur la Chine populaire, « La deuxième mort de Mao ».

Une panne de notre écran correcteur quelques heures avant le bouclage de ce numéro nous a empêchés de terminer le travail de correction dans les délais.

Nous nous en excusons auprès de nos lecteurs.

Muddy Waters : le père du blues

CELUI que l'on a nommé avec quelques raisons « le père du blues » vient de s'éteindre à Chicago à la fin du mois d'avril. Avec la disparition de Muddy Waters, il faut affirmer à quel point le blues, cette musique qui appartient à l'histoire du peuple noir américain, est à l'origine de bien des musiques contemporaines. Source du jazz, du rock and roll et de leurs dérivés, cet art profondément populaire, rude, cru, sans fard, né dans les champs de coton, puis les ghettos urbains, a contribué à l'émergence de genres musicaux qui ont bouleversé radicalement les conceptions de la musique. Qu'on le veuille ou non, le jazz, et surtout le rock, traduisent aujourd'hui des phénomènes de civilisation dont on sous-estime encore toute l'importance. Arrêtons-là nos élucubrations et revenons à ce bon vieux blues et à celui qui, aux yeux de beaucoup, en est l'incarnation : le très cher et maintenant regretté Muddy Waters.

Muddy Waters, ce qui se traduit littéralement par « Eaux boueuses », celles du Mississippi pour tout dire, ce qui n'affirme pas à l'évidence une certaine volonté d'esthétisme aseptisé. Et c'est tant mieux !

De son vrai nom MacKinley Morganfield, Muddy est avant tout un des principaux fondateurs du « Chicago blues » d'après-guerre, marqué par une électrification outrancière de tous les instruments (guitare, harmonica, etc.).

C'est lui qui pour la première fois utilise le « bottleneck » sur une guitare électrique (le « bottleneck » est à l'origine un goulot de bouteille scié dont le musicien se sert pour obtenir un son plus métallique). L'utilisation du « bottleneck » sur la guitare électrique fera très vite école et certains comme Elmore James, Earl Ho-



ker et d'autres s'en donnèrent à cœur joie.

Chicago étant le débouché naturel de la vallée du Mississippi-Missouri et le grand centre industriel que l'on sait, il est tout à fait normal qu'elle soit la ville privilégiée de l'immigration noire. Les immigrants arrivèrent avec dans leurs bagages, leur musique, d'autant plus qu'ils trouvent à Chicago des studios d'enregistrements modernes. Malgré le changement, les musiciens noirs sévissant à Chicago dans l'immédiat après-guerre créent un blues suramplifié qui a su garder la dureté et l'intensité dramatique de celui du delta. Parmi tous ces gens, Muddy Waters s'affirme très vite par son

chant puissamment émotionnel, sa guitare très électrofiée. Enregistrant dans ce style rude et sans concession dès 1947 pour les frères Chess, le succès de Muddy Waters ne fait qu'augmenter auprès du public noir. S'accompagnant de musiciens talentueux, dont l'extraordinaire harmoniciste Little Walter, qui se fera trucidé à coups de couteau dans les rues mal famées de Chicago. C'est à cette époque qu'il crée toute une série de « morceaux » de blues qui deviendront par la suite des classiques du genre (certains se serviront du titre de l'un deux, *Rolling stone pour fonder leur groupe de rock*). Jusque vers 1960-65, le succès de Muddy Waters ne se démentira pas, et son orchestre devient une véritable pépinière d'artistes de grand talent. Pourtant, vers le milieu des années 60, le public noir américain se détournera de plus en plus du blues. Par contre bon nombre de groupes de rock blancs, et souvent anglais, se réclament du blues et se tournent particulièrement vers Muddy Waters, attirant sur ce dernier l'attention du jeune public blanc. Tout naturellement, l'âpreté, la dureté du blues, l'intensité dramatique qu'il dégage ne pouvaient qu'ouvrir son audience en dehors de la communauté noire des Etats-

Unis. Prenant racine dans la ségrégation, la haine raciale et la violence de l'oppression de tout un peuple, il était normal que ce qu'exprime le blues soit immédiatement compréhensible par des tas de gens, et surtout par la jeunesse des métropoles capitalistes. Muddy Waters a eu l'extrême intelligence (avec d'autres) de comprendre ce phénomène et de se tourner vers ce nouveau public, s'accompagnant de musiciens blancs, ne cessant de se produire en Europe et aux Etats-Unis. Sans pour cela trahir sa musique, ou tenter de l'aseptiser, de la polir.

Ces dernières années, produit par le guitariste de rock Johnny Winter, Muddy a commis quelques disques qui mettent en valeur ce blues extrêmement rugueux au son très dur, proche des meilleurs productions du rock. Cette association entre Johnny Winter et Muddy Waters constitue une bonne valorisation du blues, accessible à un public qui ne demande qu'à mieux connaître cette musique essentielle au monde contemporain.

Avec Waters disparaît donc le dernier représentant majeur du blues de Chicago. Mais la relève est déjà là depuis longtemps, à Chicago comme dans d'autres villes des Etats-Unis (San Francisco s'avérant un excellent terreau), s'ouvrant même à l'Europe et la France où de nombreux musiciens ont su retrouver l'émotion brutale du blues. Gageons que la marque indélébile de Muddy Waters sur cette musique, devenue universelle n'est pas encore prête à disparaître.

Faire une discographie de Muddy Waters s'avère assez fastidieux. La production de ce musicien a été très nettement prolifique, et de grande qualité. On trouve donc ses disques chez les bons marchands, mais le fabuleux double album édité dans la collection « Chicago blues golden years » intitulé « Folk-singer » qui n'est autre qu'une rétrospective des meilleurs morceaux de Muddy Waters, dans leur version d'origine, est à conseiller. Se procurer « Fathers and sons » est aussi une très bonne chose.

Jean Villain

Du blues ... encore du blues

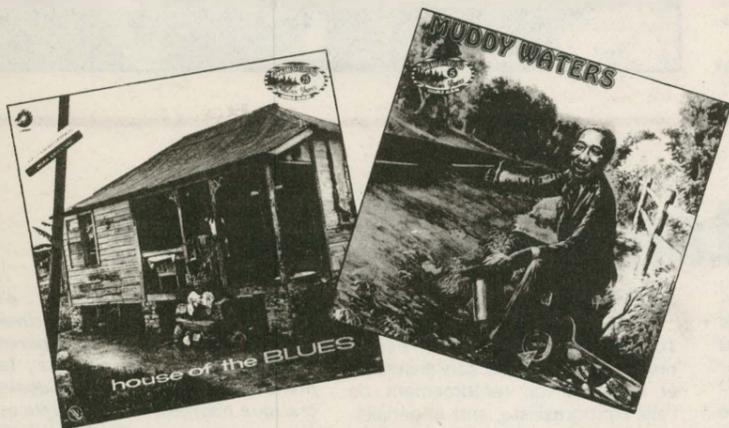
Pour tous les rockers sur le retour, pour tous ceux qui ne se font pas aux dernières productions nulardes de ce que l'on nomme « new-wave » et autre punkerie à la qualité musical douteuse, il est en fin de compte salutaire de faire un retour aux sources. Sources essentiellement concentrées autour de ce bon vieux blues de derrière les fagots. Toujours aussi vivant, avec sa vigueur et sa verve, malgré l'âge et les pillages honteux de certains musiciens sans foi ni loi.

Et pour ce faire, il existe à la portée de tous, une fabuleuse collection de disques sous le nom de « Chicago blues golden years ». Ce label recouvre en fait la réédition d'enregistrements faits par les frères Chess de musiciens noirs depuis 1947. En effet, ces braves gens fondèrent à cette époque une compagnie de disques, l'« Aristocrat » qui deviendra plus tard « Chess et Checker », essentiellement tournée vers le blues. Immigrants polonais installés à Chicago depuis 1937, possédant une chaîne de magasins, de tavernes et de clubs dans le quartier noir de la ville, y présentant régulièrement des orchestres de jazz et de blues, les frères Chess s'aperçoivent qu'aucune grande compagnie ne les en-

registre. Dès lors s'annonçant Chicago, Detroit, puis Memphis et les Etats du Sud, ils enregistrent tout ce qui fait du blues, tirant le meilleur des artistes noirs et transformant quelques-uns en vedettes. Heureuse initiative dont il faut aujourd'hui apprécier l'énorme apport fait à la promotion des blues, à son développement à d'autres publics. Leur compagnie disparaîtra finalement au début des années 70. Mais il nous reste cette fameuse collection, véritable anthologie du blues, qui regroupe d'ores et déjà une trentaine d'albums.

Tous les grands fondateurs du blues de Chicago ont enregistré, soit la totalité de leur production, soit le meilleur de celle-ci pour la marque des frères Chess. Citons quelques-uns de ces artistes dont vous pouvez trouver les disques facilement : Muddy Waters, bien sûr, Little Walter, Sonny Boy Williamson, Howlin' Wolf, Elmore James, John Lee Hooker, T. Bone Walker et bien d'autres sans oublier ce vieux Chuck Berry. Courez chez le meilleur disquaire de votre coin et procurez-vous pour vos chaudes soirées plusieurs de ces albums de la collection « Chicago blues golden years ».

J. V.



• **Vendredi** 23 h 05 (A2) *Boudou sauvé des eaux*, l'un des chefs d'œuvre de Jean Renoir avec un Michel Simon truculent dans le rôle d'un clochard sauvé de la noyade par un petit commerçant, et qui s'installant chez son sauveur, lûne

sa femme, couche avec la bonne, se fait des sandwiches aux sardines à l'huile... bref, sème une salubre panique anticonformiste dans cette petite bourgeoisie bourgeoise.

• **Dimanche** 20 h 35 (TF1), *Sacco*

et *Vanzetti*, film de G. Montaldo. Un sujet en or gâché par une mise en scène de « western-spaghetti ». Dommage ! Reste l'interprétation de Gian-Maria Volonte et (surtout) la musique d'Ennio Morricone, chantée par Joan Baez.

22 h 30 (FR3), *Ville haute, ville basse*, film de Mervyn Le Roy avec Ava Gardner, Barbara Stanwyck, James Mason et Cyd Charisse. Ah, si Le Roy avait détourné cette banale histoire d'adultère des salons de la haute ville vers les bouges de

la ville basse.

• **Lundi** 14 h 35 (TF1), *Diabes au soleil*, l'un des rares films ratés de Delmer Daves. A voir néanmoins pour l'interprétation (F. Sinatra, Tony Curtis, Nathalie Wood).

20 h 35 (TF1), *Amarcord* de Federico Fellini. Nostalgie, amertume et tendresse dans l'évocation de cette petite ville de province des années trente ; réminiscence d'une enfance enfouie au plus profond des rêves, souvenirs et fantasmes. Magnifique !

• **Mardi** 20 h 40 (A2), *l'Affaire Mori*, film de Pasquale Squitieri avec G. Gemma et C. Cardinale. Un préfet nommé en Sicile en 1925 sera ramené à Rome par Mussolini, peu enclin à voir mettre au grand jour les liens entre la Mafia et le pouvoir politique central. Utile !

• **Jeudi** 20 h 35 (FR3), *la Provinciale* de Claude Goretta avec Nathalie Baye, Bruno Ganz et Angela Winckler. Tout le charme du jeune cinéma suisse sans le charme.

Michel Laszlo

ESPAGNE

Nouvelle victoire socialiste

DIX mois après le triomphe socialiste du 28 octobre dernier, les Espagnols étaient de nouveau appelés aux urnes le 8 mai. Il s'agissait cette fois de renouveler l'administration municipale et d'élire les parlements de treize des dix-sept régions autonomes.

En dépit de ses enjeux locaux, la campagne fut néanmoins dominée par la confrontation entre la gauche et la droite. Cette dernière, regroupée derrière l'Alliance populaire (AP) de l'ancien ministre franquiste Manuel Fraga Iribarne, entendait faire de ce scrutin une sorte de second tour. « *Ce gouvernement socialiste hurle Fraga lors d'un de ses meetings, incapable d'offrir les emplois promis, veut maintenant légaliser l'avortement et assassiner les enfants.* »

La tentative a échoué et l'AP retrouve exactement son score des élections législatives. Tout au plus consolide-t-elle sa place prédominante en Galice et en Castille, et conserve-t-elle une large audience dans les régions rurales traditionnellement « blanches ». Vaste regroupement conservateur, le parti de Fraga est encore loin d'avoir acquis une crédibilité suffisante pour prétendre à la succession. La crise de la droite, qui provoqua les élections anticipées du mois d'octobre, n'en finit pas de faire sentir ses effets.

Hégémonie socialiste

Le Parti socialiste ouvrier (PSOE) confirme, à l'inverse, son statut de première force politique du pays, même si, par rapport à 1982, il perd un peu plus de 4 % des suffrages. Non seulement il conserve Madrid, Barcelone et Valence, mais il arrive en tête dans 26 des 50 capitales régionales. Il continue à progresser au Pays Basque et en Catalogne au détriment des forces nationalistes. Le nombre de ses conseillers a, par exemple, plus que doublé à Bilbao. En Euskadi, le recul des nationalistes radicaux est particulièrement spectaculaire. Herri Batasuna, proche de l'ETA militaire, perd 51 000 voix par rapport aux élections générales. Cette coalition est ainsi victime de l'impasse militariste dans laquelle s'est enfoncée l'organisation clan-

destine au cours de la dernière période.

Pour l'essentiel, la légère érosion du parti gouvernemental profite au Parti communiste qui refait une partie du terrain perdu il y a six mois et passe de 4,10 % de l'électorat à 8,12 %. Centrant sa campagne sur la nécessité de « *contenir les orientations néfastes du gouvernement socialiste, notamment en politique économique et internationale* », le PCE a su capter la défiance de certaines couches populaires à l'égard du projet droitier de Felipe Gonzales. S'il est trop tôt pour parler, comme le leader communiste Gerardo Iglesias, de « *virage à gauche* », il n'en est pas moins vrai que ce rééquilibrage reflète partiellement les déceptions à l'œuvre au sein du mouvement ouvrier.

Les injonctions du FMI

« *Le pouvoir exécutif, écrivait le grand quotidien El País, n'a plus aucun argument pour ne pas appuyer sur l'accélérateur et affronter les graves défis de la crise économique, de la réforme de l'administration et de la modernisation de l'Etat.* » De fait, après son nouveau succès, le PSOE concentre entre ses mains l'essentiel des leviers politiques. La confirmation du vote populaire, la marginalisation de la droite l'autoriserait à prendre des mesures radicales contre les profits capitalistes et à mettre en œuvre de profondes réformes de structures.

La crise exigerait que les socialistes s'engagent dans cette voie. Le chômage frappe en effet 16,5 % de la population active et l'inflation gronde autour de 13 %. Les restructurations industrielles prévues pour les prochains mois devraient mettre sur le pavé des dizaines de milliers de salariés. Mais le Premier ministre a d'ores et déjà prévenu : « *Nous allons poursuivre dans la même ligne de gouvernement.* »

Cette déclaration d'intention est des plus claires. L'équipe au pouvoir poursuivra sa politique de déflation, de réduction de la consommation populaire, de dégraissage des entreprises nationales. Le verdict des ur-

nes était à peine connu que Gonzales annonçait qu'il allait proposer un « *pacte de société* » aux employeurs et aux syndicats. Au centre du « *plan économique* » qui devrait en sortir, une nouvelle modération des hausses salariales.

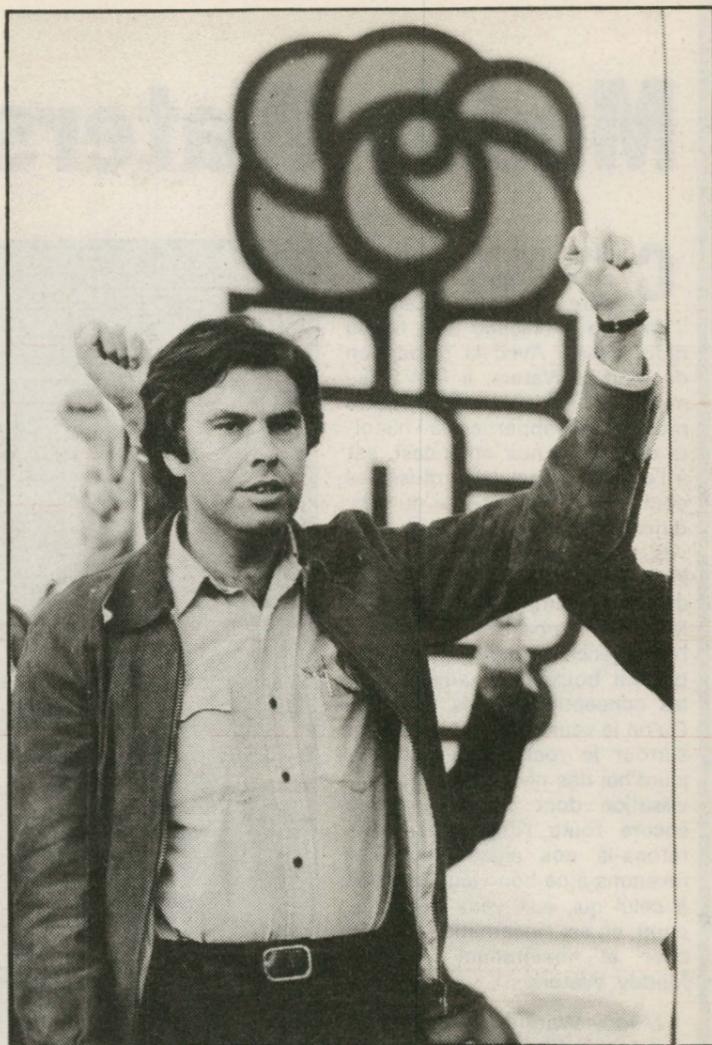
Ce projet ne saurait étonner. Il répond aux vœux que viennent d'exprimer les directeurs du Fonds monétaire international (FMI). S'affirmant « *préoccupés par la possibilité d'une accélération des coûts salariaux en 1983* », ceux-ci viennent de demander à Madrid un nouveau tour de vis dans l'austérité. En un mot, ces experts en politique anti-ouvrière jugent insuffisantes les concessions arrachées au mouvement syndical lors des discussions salariales du début de l'année, bien qu'elles aient abouti à une perte sensible du pouvoir d'achat. Il faut, dit le FMI, « *obtenir une modération salariale dans le secteur public* » et envisager « *l'application de mesures additionnelles si les hausses des rémunérations menacent de dépasser les objectifs fixés* ».

Malgré l'ampleur de leur majorité, les dirigeants socialistes sont entrés dans la logique inexorable de la soumission aux diktats du capital espagnol et international. Ils l'ont manifesté avec éclat en rompant tous les pactes municipaux qui les liaient au PCE et en annonçant qu'ils envisageaient des accords avec la droite dans une série de villes. Ils vont maintenant utiliser leur victoire pour imposer une nouvelle dégradation des conditions de vie de la population laborieuse.

Comment s'étonner que l'Espagne socialiste attire de plus en plus les capitaux étrangers à la recherche de bénéfices rapides et juteux ? Lors du premier trimestre de 1983, les investissements étrangers — et plus particulièrement américains — ont augmenté de 46,7 % par rapport à la même période de l'année précédente.

Dire que le PSOE a eu le culot de mener sa campagne électorale sur le thème du « *changement* ». Reste à savoir si Gonzales pourra longtemps imposer aux travailleurs des décisions aussi contraires à leurs aspirations.

Christian Picquet



IRAN

Halte aux exécutions des militants du Toudeh !

UN millier de militants et de sympathisants du parti Toudeh, le parti communiste iranien, viennent d'être arrêtés par les pasdarans. Cette offensive répressive du régime de Téhéran est dans la suite logique des mesures prises depuis trois mois contre le Toudeh. Au mois de février, trente dirigeants de ce parti, dont le secrétaire général Nourredine Kianouri, avaient été arrêtés sous l'inculpation « *d'espionnage au profit de l'URSS* ». Fin avril, Kianouri faisait, avec cinq autres membres du comité central, des « *aveux* » télévisés où il reconnaissait ses « *crimes* ».

Une semaine plus tard, dix-huit diplomates soviétiques étaient expulsés d'Iran tandis que les manifestations organisées par le régime pour le 1^{er} Mai se faisaient aux cris de « *Mort à l'URSS ! Mort au Toudeh !* ». Le parti était définitivement interdit trois jours plus tard et ses militants sommés de se faire recenser auprès des gardiens de la révolution. Une semaine après, les arrestations massives commen-

çaient. Une vague d'exécutions est à craindre...

La répression entamée contre un parti qui se glorifiait d'avoir apporté, depuis quatre ans, un soutien quasiment inconditionnel aux institutions et à la politique de la République islamique marque une nouvelle étape dans l'évolution du régime de Téhéran. Elle consacre la suprématie acquise dans les cercles dirigeants par l'aile la plus fondamentaliste, connus sous le nom d'« *hodjatieh* » sur l'aile la plus « *populiste* » connue comme celle du « *clergé militant* » ou des partisans de « *la ligne de l'Iman* ». Cette victoire a été avalisée par le soutien clair et net apporté par Khomeiny à la répression contre le Toudeh. Les « *hodjatieh* » avaient déjà pu bloquer au cours des derniers mois toute une série de mesures économiques et sociales, comme la nationalisation du commerce extérieur, un approfondissement de la réforme agraire ou la confiscation des biens des affairistes en exil. Sur le plan extérieur, on avait assisté au cours de la dernière

période à une relance très importante des échanges avec les pays impérialistes, en premier lieu la RFA, le Japon et la Grande-Bretagne, mais aussi avec les Etats-Unis. De récents contacts en vue d'une normalisation entre les deux pays ont eu lieu à Alger avec des émissaires de l'administration américaine, tandis que d'importants contrats commerciaux étaient signés avec la dictature pro-américaine d'Ankara.

Si les « *hodjatieh* » ont pu utiliser le changement d'attitude de l'URSS dans le conflit Iran-Irak et la reprise des livraisons d'armes à Bagdad, il ne fait pourtant pas de doute que cette vague répressive marque avant tout la faillite de la politique d'alliance du parti Toudeh. Celui-ci avait soutenu le régime qualifié d'« *anti-impérialiste et révolutionnaire* » non seulement dans ses démêlés avec l'administration Carter mais même lorsqu'il avait réprimé dans le sang le mouvement des minorités nationales, les Kurdes en particulier, ou l'ex-

trême gauche et les Moudjahidines.

Jusqu'au dernier moment, le Toudeh aura refusé de voir l'évolution du régime dans son ensemble et misé sur un renforcement de l'aile « *progressiste, anti-impérialiste* » du clergé chiite face au courant intégriste. Cette position se situait dans le droit fil de la « *théorie du développement de la voie non capitaliste* », cette version khrouchtchevienne adoptée par le mouvement communiste international de la théorie menchevique, puis stalinienne, de la révolution par étapes. La répression qui frappe aujourd'hui le Toudeh, comme elle a frappé naguère les partis communistes irakien, soudanais ou indonésien, montre que la vraie contradiction, dans le monde semi-colonial, n'est pas celle qui oppose certains secteurs de la bourgeoisie nationale et... « *progressiste* » aux secteurs les plus conservateurs ou les plus liés à l'impérialisme.

Comme l'avait fait rajouter Lénine aux thèses sur la question colo-

niale du III^e Congrès de l'IC : « *Il existe dans les pays opprimés deux mouvements qui se séparent chaque jour de plus en plus : le premier est le mouvement démocratique bourgeois nationaliste qui a un programme d'indépendance politique et d'ordre bourgeois. L'autre est celui des ouvriers et des paysans ignorants et pauvres pour leur émancipation de toute espèce d'exploitation. Le premier tente de diriger le second et y a souvent réussi dans une certaine mesure. Mais l'IC et les partis adhérents doivent combattre cette tendance et développer les sentiments de classe indépendante dans les masses ouvrières des colonies.* »

Soixante-deux ans plus tard, les derniers avatars du Toudeh iranien, qui n'est en est pas, sur ce terrain de la collaboration de classes, à sa première expérience, justifient plus que jamais notre défense de l'orientation léniniste, du programme de la révolution permanente.

Michel Rovère